

Madagascar



Août 2020
Étude Nationale



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

IMPACT DU COVID -19 SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

ENQUÊTE À HAUTE FRÉQUENCE PAR TÉLÉPHONE AUPRÈS DES
MÉNAGES (EHFTM)



**Principaux résultats de l'enquête réalisée
auprès des ménages
Vague 02**

**ABREVIATIONS**

CATI	Computer Assisted Telephonic Interview
COVID-19	Corona Virus Disease 2019
CRO	Centre Régional Opérationnel
CTC	Centre de Traitement COVID – 19
CVO	COVID Organics
EHFTM	Enquête à haute fréquence par téléphone auprès des ménages
INSTAT	Institut National de la Statistique
JIRAMA	Jlro sy RAno MAlagasy
OMS	Organisation mondiale de la santé



SOMMAIRE

Liste de graphiques.....	4
Liste de Tableaux	5
I. Introduction	6
II. Comportement et attitudes de la population vis-à-vis du COVID-19.....	8
III. Impact économique du COVID-19 sur l'emploi	12
IV. Impacts sur les conditions de vie des ménages	19
V. La pandémie COVID et la sécurité alimentaire des ménages.....	26
VI. Chocs subis et mécanismes amortisseurs.....	28
VII. Conclusion et recommandations	31
Annexe : Construction du quintile de niveau de vie	32
Annexe : Equipe de réalisation	34



LISTE DE GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution journalière de la pandémie COVID-19 du 01 juillet au 20 août 2020	6
Graphique 2: Evolution des comportements des ménages sur les gestes barrières.....	8
Graphique 3: Durée maximale lors d'une sortie hors du foyer, selon le quintile de niveau de vie	9
Graphique 4: Connaissance sur les précautions à prendre vis-à-vis des personnes vulnérables selon le quintile de niveau de vie (%)	9
Graphique 5: Niveau de Satisfaction sur les mesures prises par le gouvernement, selon le quintile de niveau de vie (%)	10
Graphique 6: Niveau d'appréhensions sur l'utilisation des fonds et fournitures alloués à la réponse COVID-9.....	11
Graphique 7: Inquiétude sur la menace financière des ménages	11
Graphique 8: Perte d'emplois liée au Covid-19, par principales branches d'activités.....	12
Graphique 9: Pertes d'emploi liées au Covid-19 selon le milieu de résidence	13
Graphique 10: Raisons de la perte d'emploi liée au Covid-19.....	13
Graphique 11: Pertes d'emploi liées au Covid-19 par catégorie d'emplois et par secteur	14
Graphique 12: Perception des travailleurs sur la date probable de retour à l'emploi.....	15
Graphique 13: Lieu de travail durant la pandémie du Covid-19	15
Graphique 14: Nombre d'employés sur le site de travail durant la pandémie du Covid-19.....	16
Graphique 15: Mode de rémunération des individus en emploi	17
Graphique 16: Situation du revenu des ménages	18
Graphique 17: Proportion de ménages ayant rencontré des difficultés à acheter les produits pharmaceutiques et les cache-bouches durant les deux vagues	19
Graphique 18: Pourcentage des ménages ayant des difficultés à acheter les produits alimentaires selon le type de produit, les deux vagues.	20
Graphique 19: Principales difficultés pour acheter du riz, selon le milieu de résidence	21
Graphique 20: Proportion de ménages ayant eu besoin de soins médicaux au cours de la dernière semaine selon le milieu de résidence (vague 1 et vague 2).	22
Graphique 21: Proportion de ménages n'ayant fait aucune activité éducative durant la fermeture des écoles.....	23
Graphique 22: Proportion de ménages ayant eu besoin d'aller chez les établissements financiers et les raisons des opérations chez les ménages (%)	24
Graphique 23: Situation des ménages vis-à-vis de la sécurité alimentaire (%).....	27
Graphique 24: Principaux types de chocs déclarés par les ménages (%).....	28
Graphique 25: Principales mesures adoptées par les ménages	29
Graphique 26: Répartition des ménages selon le type d'aide reçue	30



LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1. Opinion des ménages sur le niveau de vie par rapport à leur voisin.....	25
Tableau 2. Opinion des ménages sur les aides qu'ils pourraient bénéficier du gouvernement.....	26
Tableau 3. Répartition des ménages selon le type de donateur des aides reçues.....	29



I. INTRODUCTION

Madagascar est entré en situation d'état d'urgence sanitaire pendant presque six mois maintenant.

La crise sanitaire continue de causer des impacts palpables sur les conditions de vie des ménages malgaches dans tout le territoire du pays.

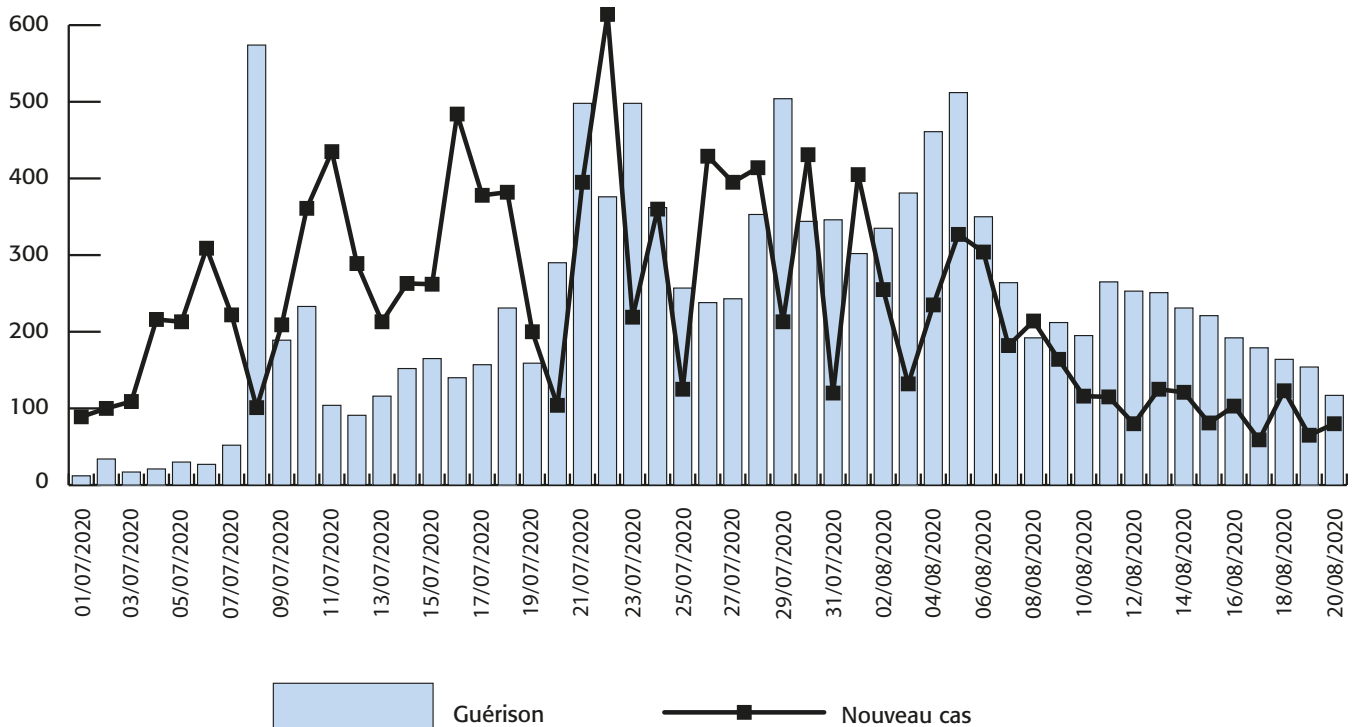
Afin de soutenir l'effort du gouvernement dans la mise en œuvre des plans de ripostes contre la COVID-19, l'INSTAT a réalisé la collecte des données de la deuxième édition de l'Enquête à Haute Fréquence par Téléphone auprès des Ménages (EHFTM) du 05 août au 20 août 2020.

De ce fait selon les besoins des informations voulues, la période couverte par l'enquête s'étale entre le 06 juillet et le 20 août 2020. Pour rappel l'objectif de cette série d'enquête est de faire le suivi de l'évolution des indicateurs pour mesurer l'impact de l'épidémie COVID-19 sur les conditions de vie des ménages. Afin de respecter les mesures barrières et la distanciation sociale exigée pendant cette période, il est maintenu que l'enquête est mise en place selon l'approche CATI et s'est effectuée par interview téléphonique. L'échantillon est constitué de 1 580 ménages répartis dans tout le pays en milieu urbain et rural.

Pour faire le suivi le présent rapport s'articule autour des thèmes suivants : le comportement et attitudes adoptés par les ménages vis-à-vis de la COVID-19, l'impact économique sur l'emploi, l'impact sur les conditions de vie des ménages et les chocs subis et les mécanismes amortisseurs. Un indice de niveau de vie¹ qui est une approche de mesure de pauvreté et qui synthétise les cadres de condition de vie des ménages est utilisé dans ce rapport pour améliorer l'étude de l'impact de la pandémie parmi les ménages pauvres et riches.



GRAPHIQUE 1: EVOLUTION JOURNALIÈRE DE LA PANDÉMIE COVID-19 DU 01 JUILLET AU 20 AOÛT 2020



Source : MSANP/CCO COVID - 19

1 Voir en annexe la méthode de construction de l'indice de niveau de vie.



Contexte

Entre le 1^{er} juillet et le 20 août 2020, le cumul des nouvelles contaminations au virus s'élève à 11 940 personnes tandis que le cumul des guérisons s'élève à 12 044 personnes. Durant cette période, le nombre de décès dus à la pandémie COVID-19 évolue de 26 à 173.

Face à la hausse inquiétante du nombre de cas de COVID – 19 enregistré au début du mois de juillet 2020, le Gouvernement malgache a décidé le retour au confinement effectif de la région Analamanga à partir du 06 juillet 2020 jusqu'au moins le 20 juillet 2020. Les mesures prises sont l'interdiction de toute entrée et sortie dans la région, la fermeture des lieux de cultes ou de fêtes et des écoles, l'arrêt des transports en communs, la restriction des déplacements, l'interdiction des rassemblements et la fermeture de tout industrie et commerce à l'exception des commerces essentiels, des industries de production de produits alimentaires et des unités de fabrication de produits pour combattre le COVID – 19. Lorsque le pic de la pandémie est atteint dans la région d'Analamanga, le déconfinement progressif a été annoncé le 10 août 2020 et le secteur privé peut travailler jusqu'à 17 heures tout en respectant les consignes sanitaires et assurant le transport des personnels. La décision du déconfinement dans les autres régions est laissée aux autres Centre Régional Opérationnel (CRO).

Sur le plan sanitaire, l'ouverture du « Centre de Traitement COVID – 19 » ou CTC a été lancé au début du mois de juillet pour traiter les patients présentant des symptômes graves liés au coronavirus. La mise en place d'autres CTC est une stratégie de l'Etat pour endiguer la propagation du coronavirus.

Sur le plan social, le lancement du plan d'urgence social « Tosika Famenon II » qui consiste en une aide financière à hauteur de 100 000 ariary par ménage pour 270 000 ménages vulnérables a été lancé vers la fin du mois de juillet. La distribution des aides sociales « Vatsy Tsinjo » composée entre autres d'un sac de riz, de produits de première nécessité et de tisane CVO aux familles nécessiteuses a commencé au début du mois d'août 2020.

II. COMPORTEMENT ET ATTITUDES DE LA POPULATION VIS-À-VIS DU COVID-19.

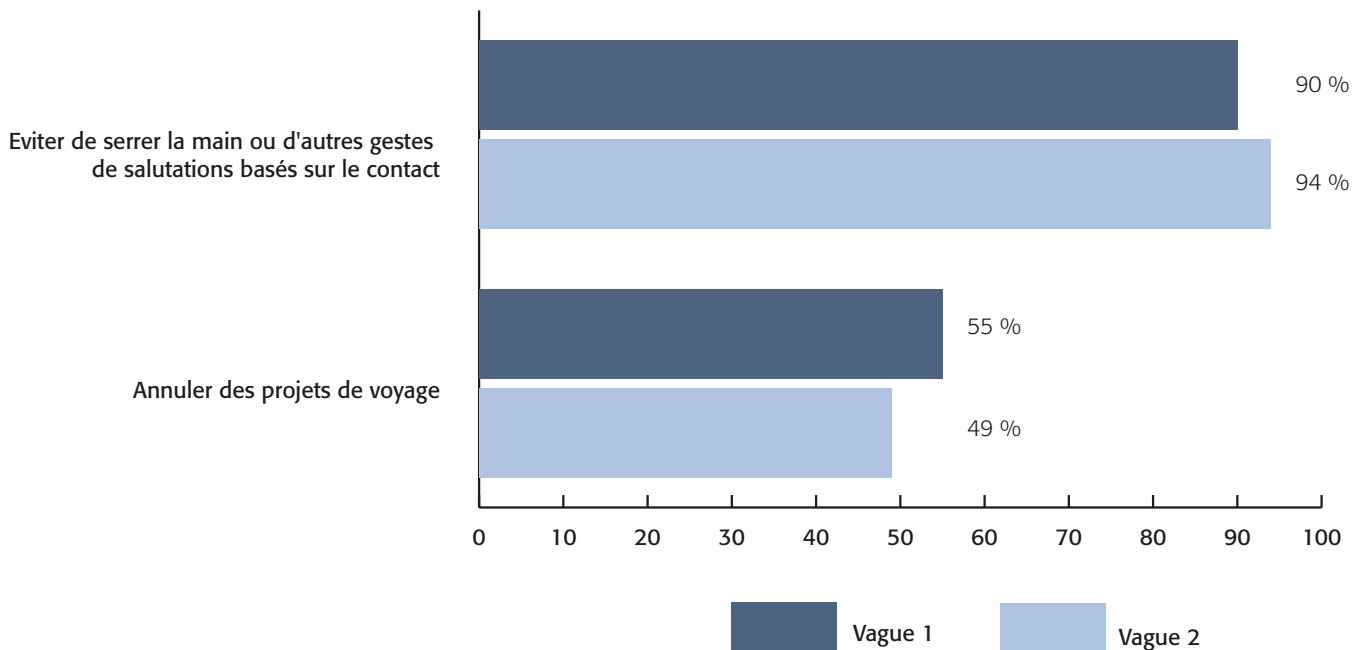
Depuis les premiers cas de COVID-19, Le gouvernement a encouragé la population à effectuer les gestes barrières préconisés par l’OMS pour endiguer la propagation de la maladie. La longévité de l’état d’urgence sanitaire a induit l’intégration de ces gestes barrières dans le quotidien des ménages.

La diminution des nouveaux cas à moins de 100 personnes par jour n’a pas eu d’effets pervers sur le respect des gestes barrières.

En effet, une majorité d’individus prennent toujours soin de ne pas se serrer la main ou effectuer des salutations basées sur le contact. De plus, notons une légère diminution de ménages ayant annulé des projets de voyage.



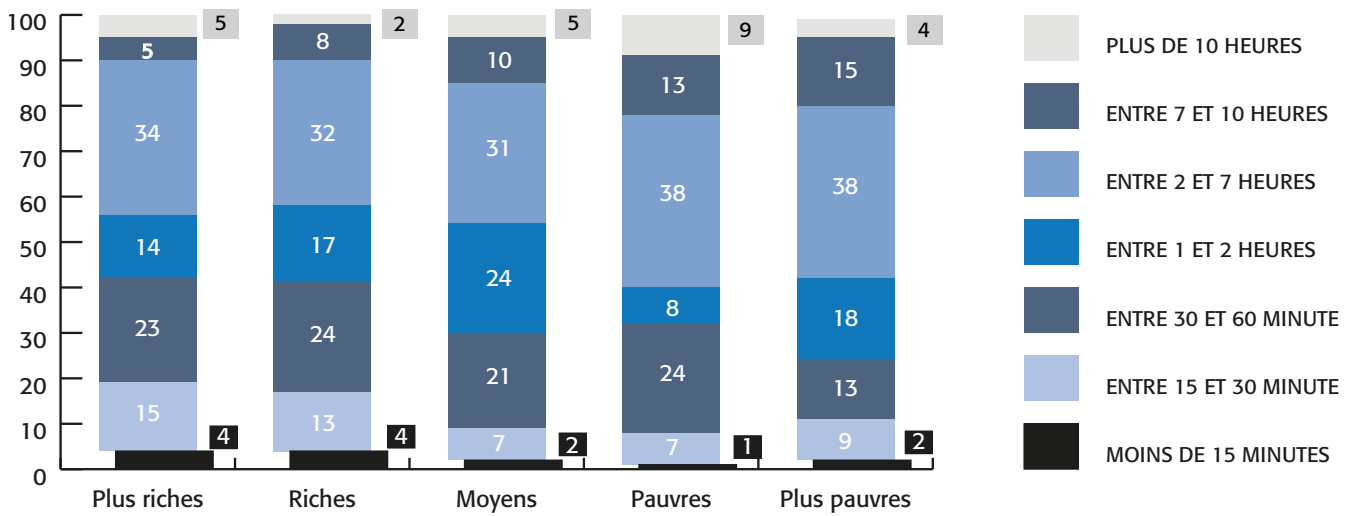
GRAPHIQUE 2: EVOLUTION DES COMPORTEMENTS DES MÉNAGES SUR LES GESTES BARRIÈRES



Par rapport au mois de juin, les ménages maintiennent leurs comportements.

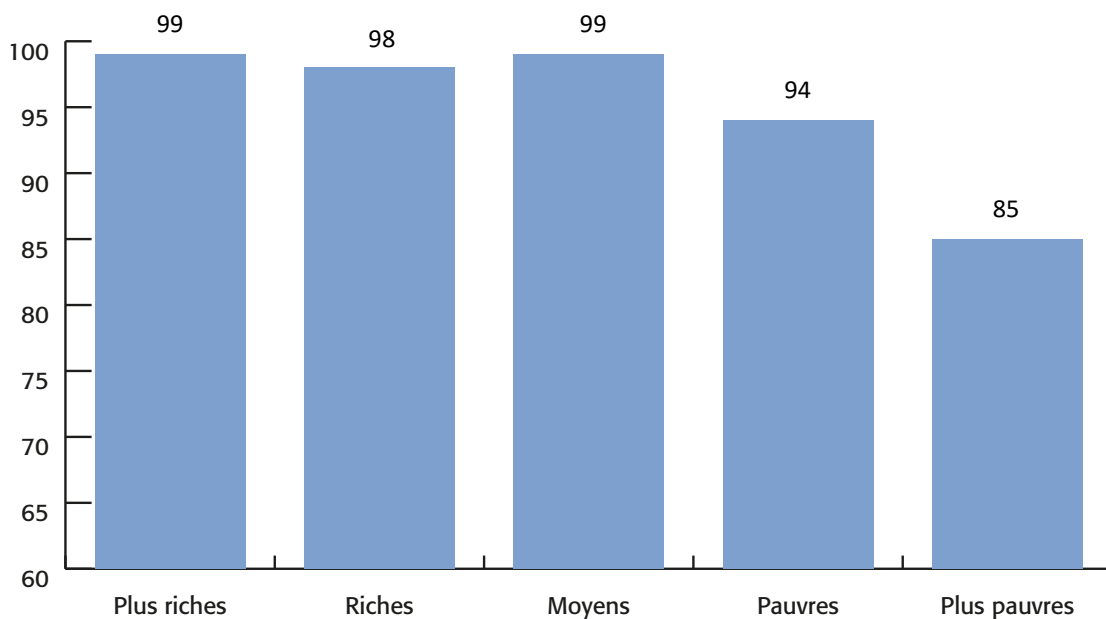
En général, la durée maximale passée hors du domicile varie toujours de 2 à 7 heures. Seuls 11% des ménages passent plus de 7 heures hors de son domicile. Par ailleurs, selon le quintile de bien-être, plus de 19% des ménages pauvres et moins pauvres restent plus de 7 heures hors de leur domicile.

En outre, si un individu présente des symptômes de la COVID-19, les premières réactions du ménage sont toujours de se rendre vers un centre de santé et d’appeler les numéros dédiés à cet effet.


GRAPHIQUE 3: DURÉE MAXIMALE LORS D'UNE SORTIE HORS DU FOYER, SELON LE QUINTILE DE NIVEAU DE VIE


Les précautions sont prises par la quasi-totalité des ménages ayant des personnes vulnérables parmi ses membres.

Plus de 90% des ménages ayant des membres vulnérables (diabétiques ou enceinte ou ayant de problème au cœur, au vaisseau sanguin, hypertendu ou ayant plus de 60 ans) respectent de façon réfléchie les barrières sanitaires. 8 ménages sur 10 adhèrent à l'idée que ces personnes vulnérables ne doivent pas sortir de leur habitation. Cependant, les deux tiers de ces personnes sont obligés d'effectuer des sorties hors de leur domicile, principalement pour aller au marché, faire des provisions... et pour travailler.

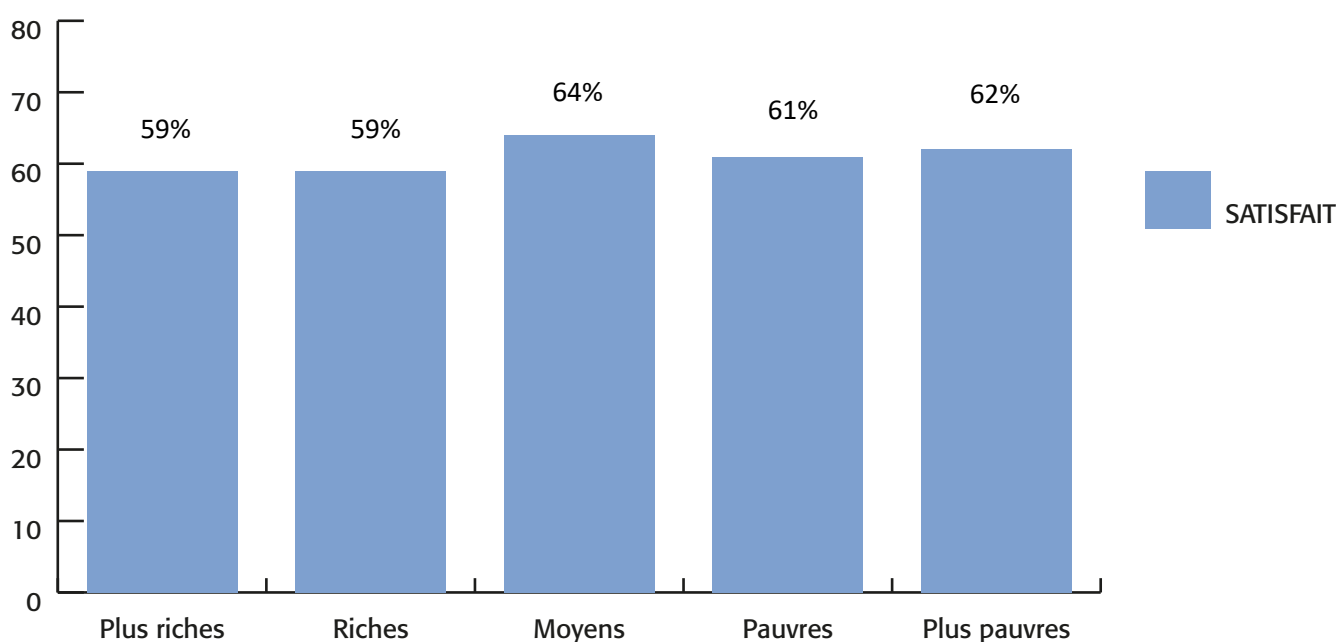

GRAPHIQUE 4: CONNAISSANCE SUR LES PRÉCAUTIONS À PRENDRE VIS-À-VIS DES PERSONNES VULNÉRABLES SELON LE QUINTILE DE NIVEAU DE VIE (%)


Autres préoccupations des ménages

Le nombre de ménages non satisfaits par les mesures prises par le gouvernement s'est accru de plus de 15 points de pourcentage.

La proportion de ménages non satisfaits sur les mesures prises par le gouvernement a augmenté par rapport à la dernière interview. Cette augmentation est en partie due au retard des aides. Mais la principale raison en est toujours l'absence d'aide du gouvernement surtout pour les ménages pauvres et les ménages ruraux.

GRAPHIQUE 5: NIVEAU DE SATISFACTION SUR LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT, SELON LE QUINTILE DE NIVEAU DE VIE (%)



La crise a eu des effets négatifs sur le moral des ménages.

Un ménage sur deux pense que la réponse à l'urgence COVID-19 limite ses droits et libertés, et que la crise liée au COVID-19 les expose à un plus grand risque pour leur sécurité. Ils seraient plus vulnérables au crime et à la violence. Cette opinion est surtout perçue par les ménages urbains, et les ménages moyens et riches.

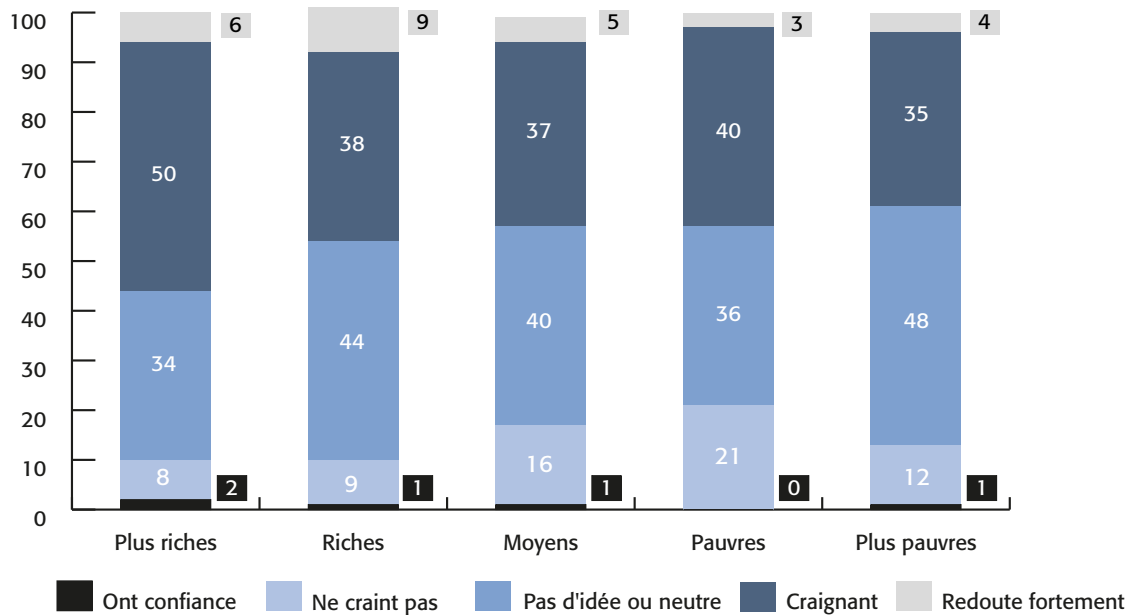
Les ménages expriment leurs soucis sur une mauvaise utilisation des fonds et des fournitures destinés pour la lutte contre la COVID-19. Ainsi, on ressent les conséquences d'un déficit de communication et d'information de la part des responsables concernés.

En outre, plus de 3 ménages sur 10 trouvent que la décision de permettre aux personnes asymptomatiques mais porteur de virus de se soigner chez eux en misant sur un auto-isolément est déraisonnable. Par contre, la majeure partie des ménages (plus de 75%) estime l'instauration du centre médicale et des centres de traitements COVID-19 comme étant une très bonne décision du gouvernement.

Néanmoins, plus de 97% des ménages ont l'intention de suivre les directives du gouvernement pour atténuer la propagation du coronavirus.



GRAPHIQUE 6: NIVEAU D'APPRÉHENSIONS SUR L'UTILISATION DES FONDS ET FOURNITURES ALLOUÉS À LA RÉPONSE COVID-19

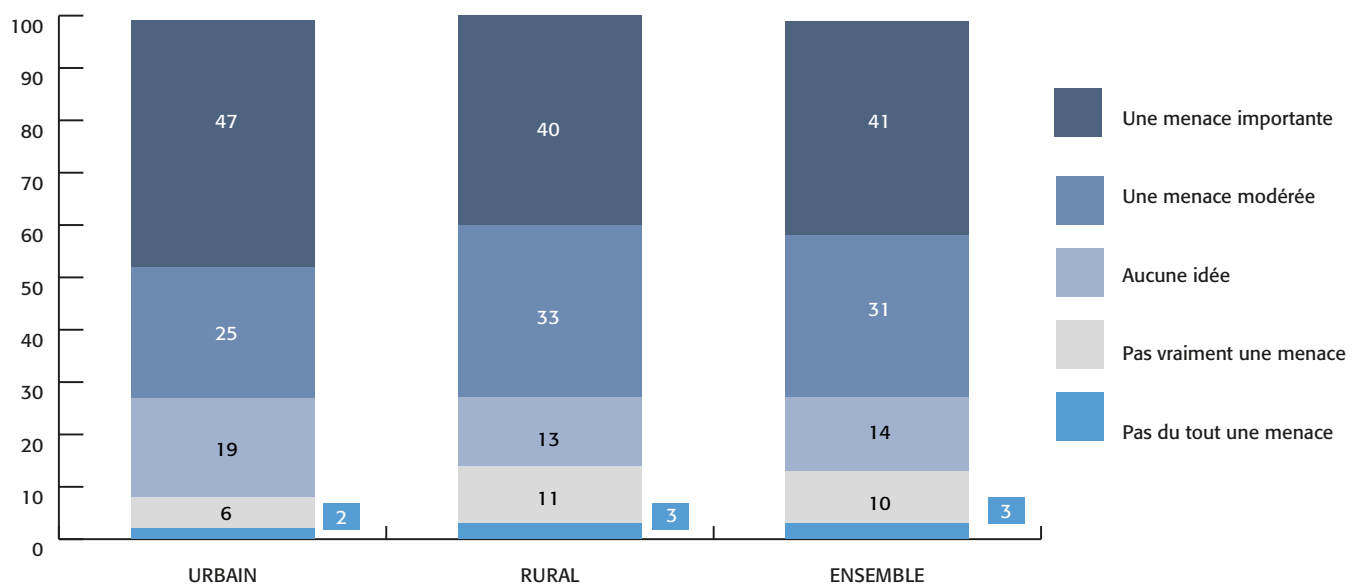


Les ménages sont inquiets sur la menace financière engendrée par la crise liée au COVID-19 et sur la possibilité d'être atteint par le COVID-19.

Plus de 50% des ménages sont inquiets que l'un de ses membres puisse être atteint du COVID-19. Par ailleurs, 7 ménages sur 10 perçoivent que l'épidémie du COVID-19 représente une menace pour leurs finances. Ces perceptions et inquiétudes sont plus importantes en milieu urbain.



GRAPHIQUE 7: INQUIÉTUDE SUR LA MENACE FINANCIÈRE DES MÉNAGES



III. IMPACT ÉCONOMIQUE DU COVID-19 SUR L'EMPLOI

L'emploi est sans doute l'un des domaines de l'économie réelle en proie directe aux impacts de la pandémie du Covid-19. La situation change de jour en jour suivant l'évolution de cette pandémie sur l'étendue du territoire national. Les mesures gouvernementales pour contrecarrer cette crise sanitaire ont pour conséquence le ralentissement des activités économiques. Toutefois, des changements notables se sont produits entre les deux vagues de cette enquête. Ces évolutions sont l'objet de cette partie sur les impacts du Covid-19 sur l'emploi à Madagascar.

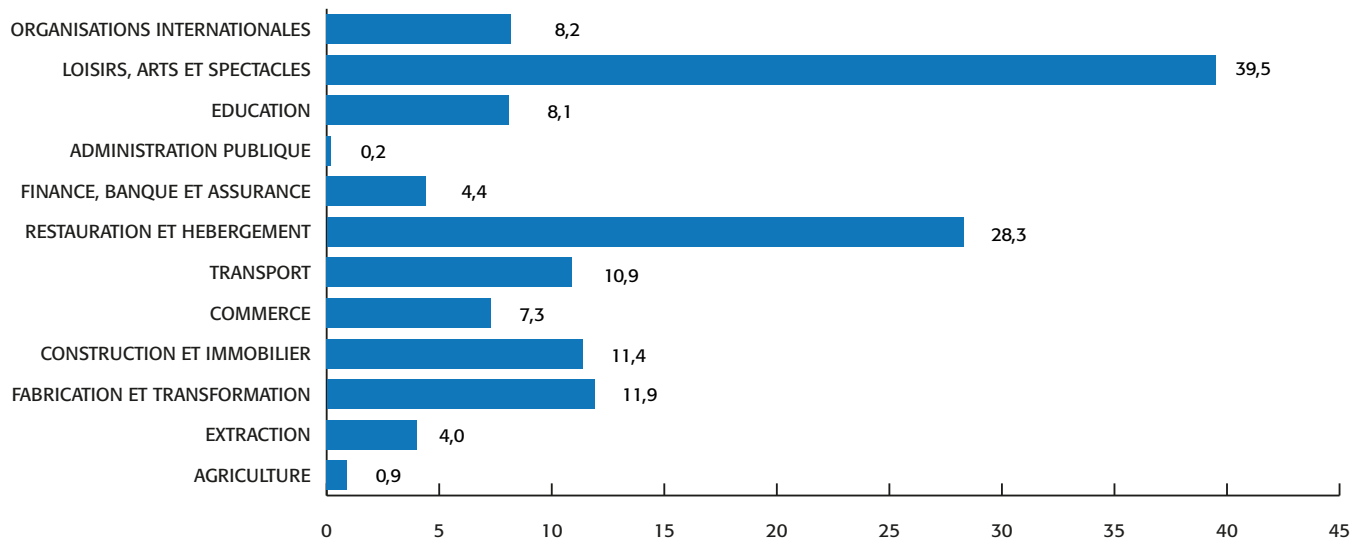
Pertes d'emploi : les industries des loisirs, des arts et des spectacles sont les plus pénalisées par la pandémie du Covid-19

Globalement, 10,2% des ménages sont touchés par une perte d'emploi. Depuis la fin progressive du confinement, cette statistique n'a pas connu un changement significatif. Auparavant, la perte d'emploi portait sur 10,1% des ménages. Cette situation représente une perte totale de 4,4% sur l'ensemble des emplois. Rappelons que la perte était de 7,7% au début de la pandémie. D'un côté, la branche de la Restauration et de l'Hébergement enregistre une diminution significative des pertes d'emplois liées au Covid-19. En effet, le taux de perte est passé de 61,2% à 28,3% entre les deux périodes de cette enquête. Cette bouffée d'air frais marque la reprise des activités productives dans cette branche de l'économie. D'un autre côté, la perte d'emploi dans le Transport enregistre une baisse allant de 38,3% au début de la crise à 10,9% actuellement.

Toutefois, les métiers de l'art, de la culture et des loisirs sont mis à mal par les conséquences de cette crise sanitaire. Les pertes d'emploi s'élèvent à 39,5% dans ce secteur. Ce chiffre était de 6,8% au cours de la première vague.

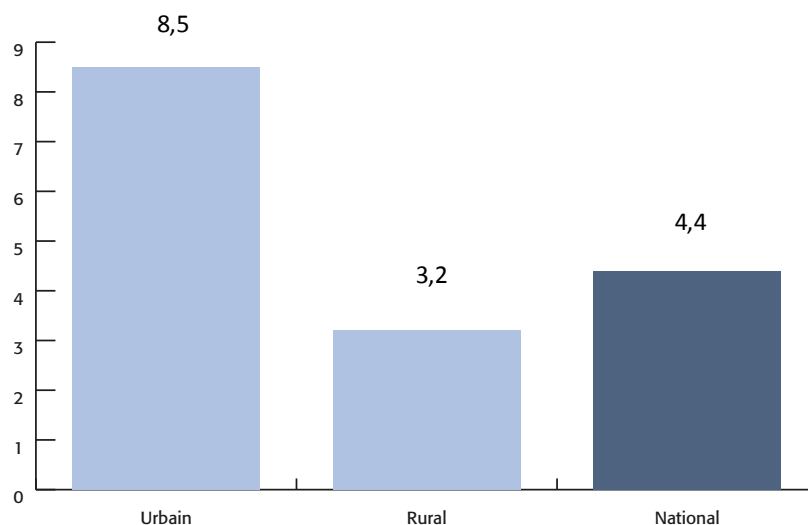


GRAPHIQUE 8: PERTE D'EMPLOIS LIÉE AU COVID-19, PAR PRINCIPALES BRANCHES D'ACTIVITÉS



Le milieu urbain est plus touché par les impacts du Covid-19 sur l'Emploi

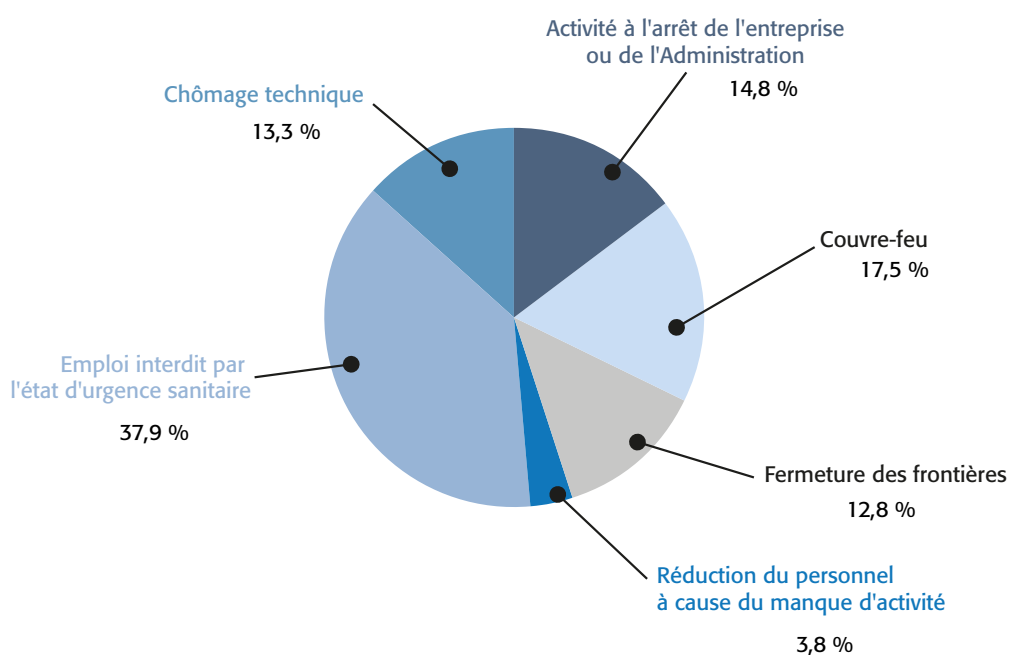
La crise sanitaire et ses corollaires sur l'emploi affectent les milieux urbain et rural de manière asymétrique. En effet, les emplois exercés en milieu urbain sont plus sensibles à une perte comparativement au milieu rural. D'ailleurs, le taux de perte d'emploi en milieu urbain est largement supérieur à celui du rural. Ce phénomène reflète la structure même du tissu économique à Madagascar. Le monde rural est, entre autres, le domaine des activités agricoles pour lesquelles les pertes d'emploi demeurent faibles, à 0,9%.


GRAPHIQUE 9: PERTES D'EMPLOI LIÉES AU COVID-19 SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE


Rappelons que les deux principales raisons à la base des pertes d'emplois étaient le couvre-feu et l'arrêt des activités des entreprises et de l'administration lors de la première vague de l'enquête.

Actuellement, les interdictions et limitations imposées pour lutter contre le COVID-19 en constituent la principale raison (37,9%). Ces interdictions sont, en effet, le catalyseur du ralentissement de la propagation du coronavirus à Madagascar. La deuxième cause défavorable à l'emploi est le couvre-feu.

En outre, l'arrêt des activités des entreprises et de l'Administration demeurent une des causes majeures de la perte d'emploi.


GRAPHIQUE 10: RAISONS DE LA PERTE D'EMPLOI LIÉE AU COVID-19


Le secteur formel vulnérable face à la pandémie du Covid-19

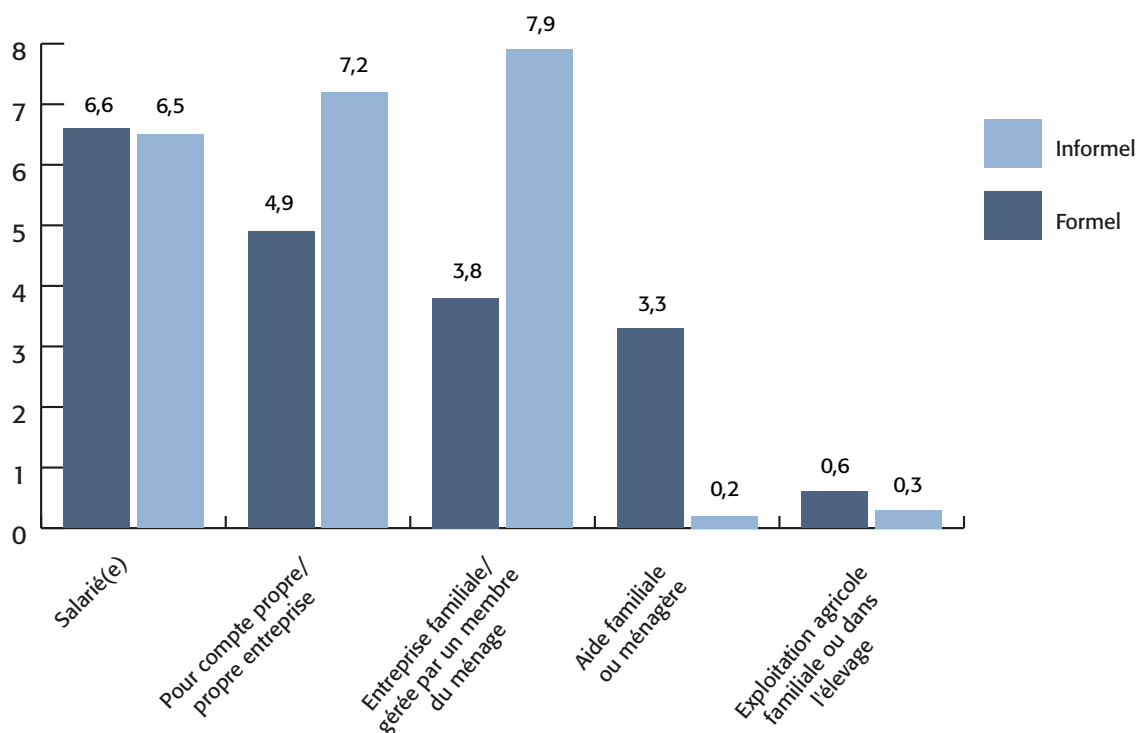
Malgré la diminution du taux de perte d'emplois, le secteur formel reste le plus exposé face à la crise sanitaire qui frappe la Grande Île.

Par contre, le taux de perte d'emplois enregistre une baisse notable entre les deux vagues de cette enquête. Ce taux est passé de 12,9% à 5,7% pour les emplois du secteur formel.

Quant aux emplois du secteur informel, 4 emplois sur 100 ont été perdus à cause du coronavirus en cette période.



GRAPHIQUE 11: PERTES D'EMPLOI LIÉES AU COVID-19 PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET PAR SECTEUR

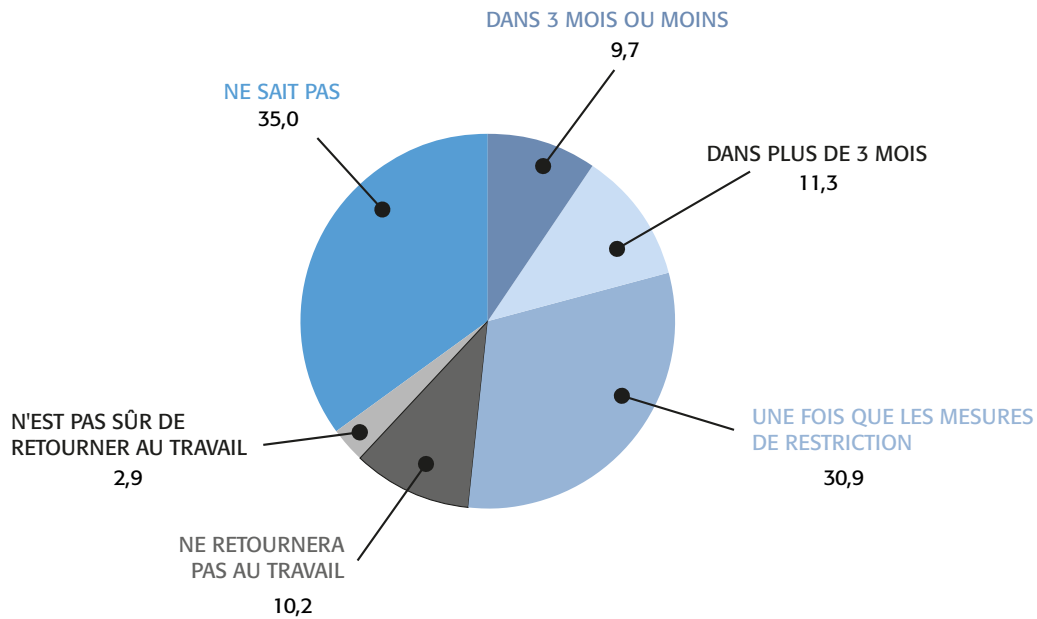


Un sentiment d'incertitude subsiste sur le retour à l'emploi

Concernant la reprise des activités économiques et donc un retour à l'emploi, un sentiment d'incertitude subsiste chez les travailleurs ayant perdu les leurs. Parmi eux, 35,0% ne sont pas totalement sûrs de reprendre leur poste dans un futur proche.

Cependant, un plus grand nombre de travailleurs ont déclaré pouvoir reprendre leur occupation une fois que les mesures de restriction seront levées. Ce chiffre est passé de 29,7% à 30,9% entre les deux périodes de cette enquête.

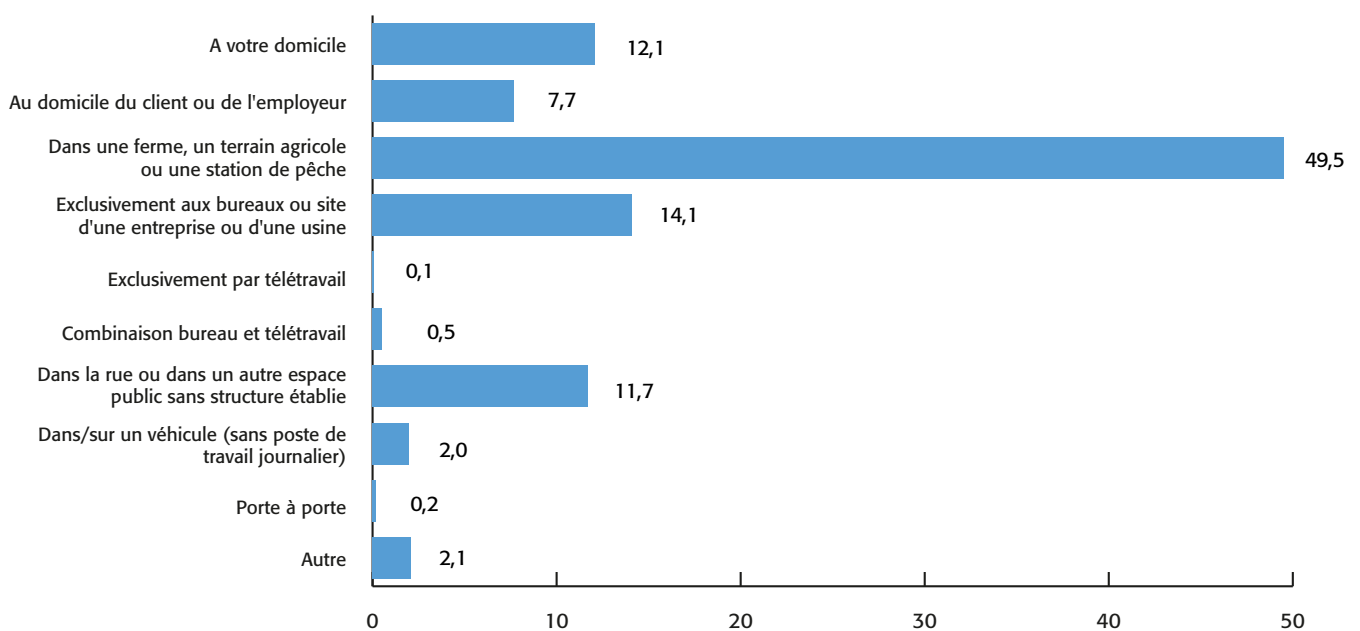
En outre, les individus ayant déclaré reprendre leur métier dans moins de trois mois constituent 9,7% des pertes d'emploi. Ce chiffre a significativement augmenté entre deux vagues. Il était de 5,1% auparavant.


GRAPHIQUE 12: PERCEPTION DES TRAVAILLEURS SUR LA DATE PROBABLE DE RETOUR À L'EMPLOI


Durant la période de confinement, la tendance est à la sédentarité quant aux lieux d'exercice des emplois.

Ainsi, la prépondérance de l'Agriculture dans le tissu économique du pays fait que la majorité des emplois se font dans une ferme, un terrain agricole ou une station de pêche (49,5% des emplois). Les autres lieux d'exercice des emplois sont aux bureaux, au sein de l'entreprise ou des usines (14,1%). Par précaution, les emplois se font aussi à domicile (12,1%).

Enfin, environ 1 emploi sur 10 se font dans la rue ou dans les espaces publics. Notons que le télétravail reste marginal en tant que mode de travail durant la période du Covid-19.


GRAPHIQUE 13: LIEU DE TRAVAIL DURANT LA PANDÉMIE DU COVID-19




Les activités productives employant peu de personnes résistent relativement aux pertes d'emplois.

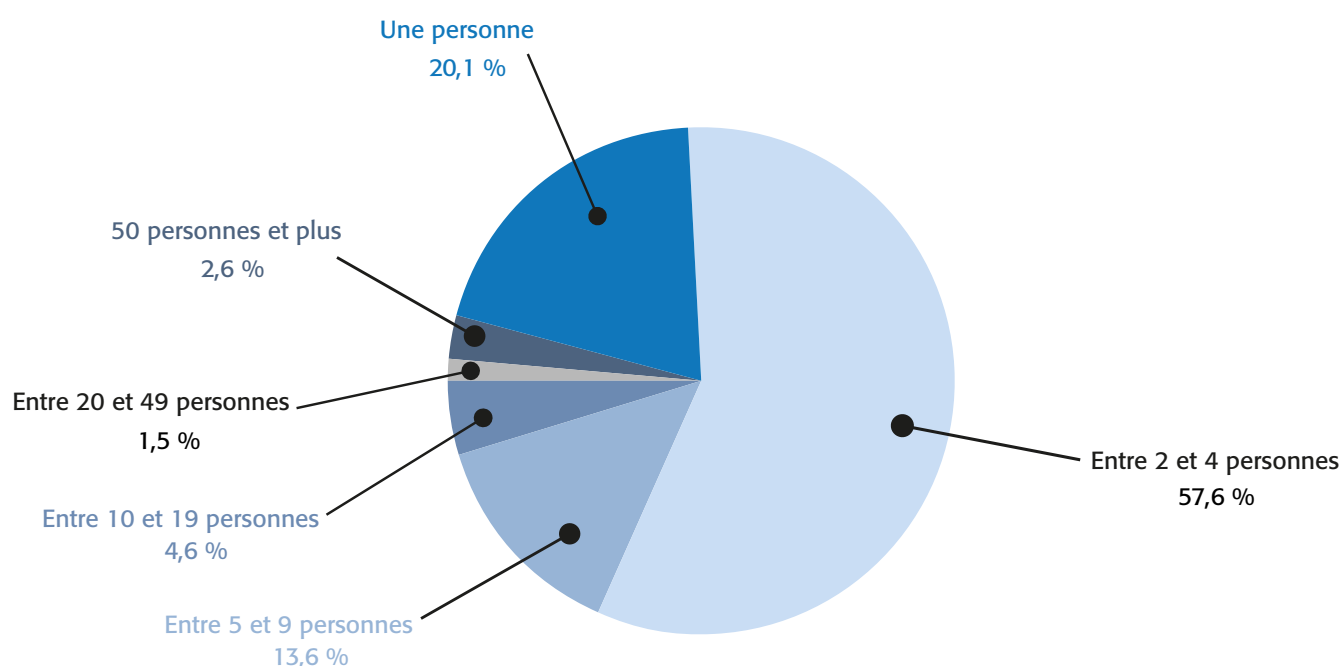
Globalement, ce sont les professions employant peu de personnes sur le site de travail qui tirent leur épingle du jeu durant cette crise sanitaire. A cet effet, moins de 8 emplois sur 10 comptabilisent moins de 4 personnes sur le lieu de travail.

Au contraire, les activités productives dont le nombre d'employés dépassent 50 personnes représentent une infime partie des emplois (2,6%).

Toutefois, les horaires de travail restent pénalisés par les mesures prises pour maîtriser la propagation du Covid-19. Seule la moitié des emplois (51,8%) ont pu poursuivre le travail normalement.



GRAPHIQUE 14: NOMBRE D'EMPLOYÉS SUR LE SITE DE TRAVAIL DURANT LA PANDÉMIE DU COVID-19



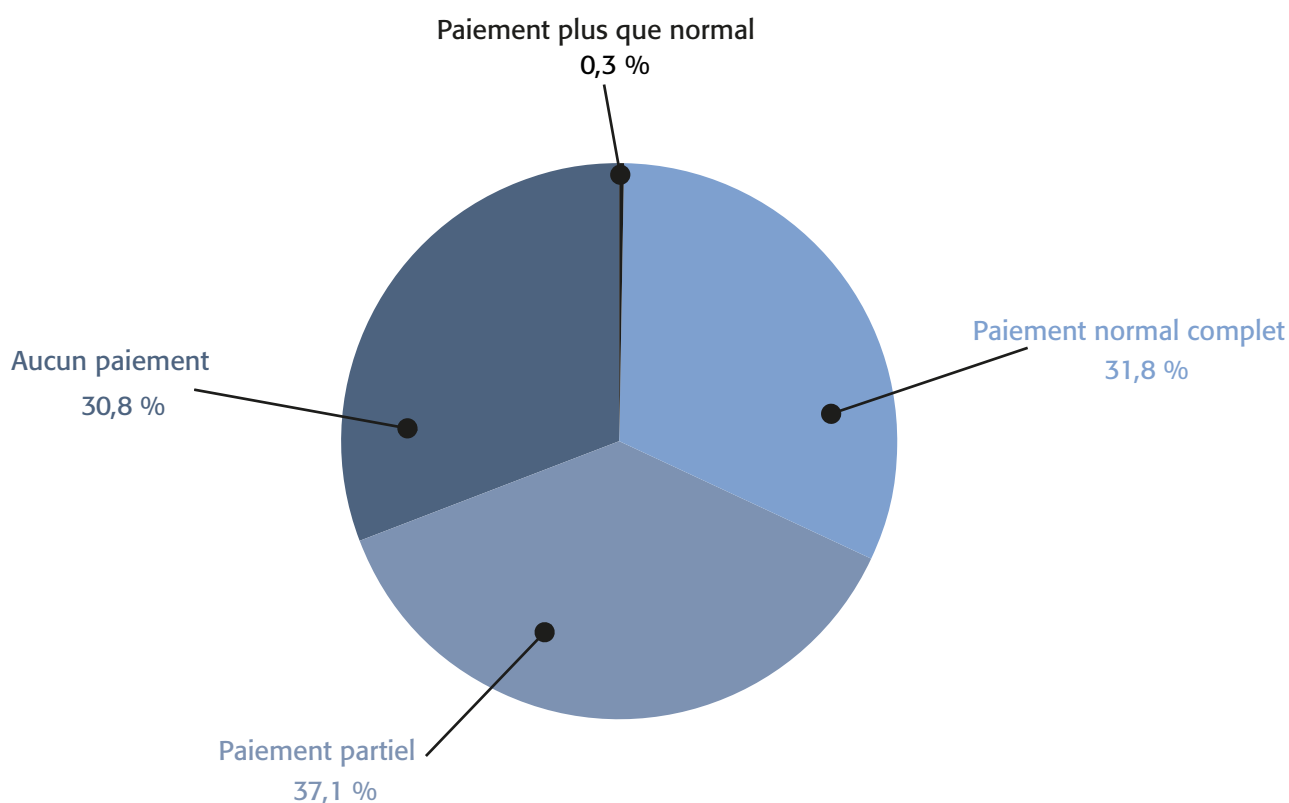
Des travailleurs rémunérés partiellement

Rappelons que lors de la première vague 40% des travailleurs n'ont reçu aucune rémunération. Actuellement, cela ne concerne plus que 30,8% des emplois.

Cependant, la rémunération des travailleurs reste partielle. Ce chiffre est passé de 24% à 37,1% entre les deux périodes de l'enquête. La diminution des heures de travail explique en partie ce phénomène.



 GRAPHIQUE 15: MODE DE RÉMUNÉRATION DES INDIVIDUS EN EMPLOI



Des ménages bénéficiaires des aides gouvernementales

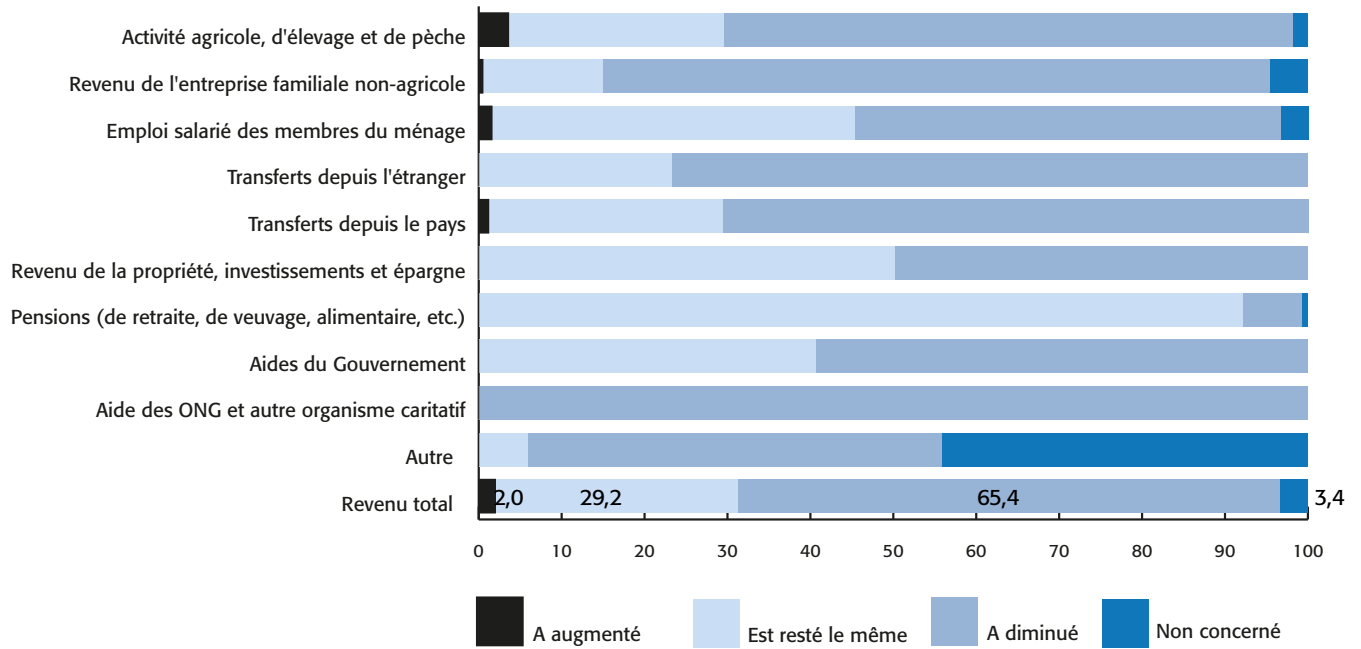
Globalement, 65,4% des ménages ont vu leur revenu diminué. Ce chiffre était de 67,4% lors de la première vague de cette enquête.

Entre temps, la structure du revenu des ménages connaît un changement par rapport à la première vague de cette enquête. Les aides gouvernementales reçues par les ménages ont fortement augmenté. En effet, si presque la totalité des ménages ont déclaré ne pas avoir reçu ces aides lors de la première vague, actuellement, la quasi-totalité des ménages ont bénéficié d'une aide émanant de l'Etat. Néanmoins, 59,4% des ménages parlent d'une insuffisance de ces aides.

Par contre, un plus grand nombre de ménages ayant des revenus issus de l'Agriculture ont vu leur rentrée d'argent diminué. Ce chiffre est passé de 44,7 à 68,6% entre les deux périodes. Il est à noter qu'en cette période, les ménages commencent aussi à bénéficier des transferts depuis l'étranger, des transferts depuis le pays, des revenus issus de la propriété, des investissements et de l'épargne. Outre ces revenus, les ménages commencent à recevoir des aides émanant des ONG et des pensions. Cela n'était pas le cas au cours de la première vague.



GRAPHIQUE 16: SITUATION DU REVENU DES MÉNAGES





IV. IMPACTS SUR LES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES

L'évaluation de l'évolution de la pandémie sur la qualité de vie de la population, par rapport à la vague 1, porte principalement sur les quelques aspects importants de leurs conditions de vie, en particulier leurs accès aux besoins essentiels (les produits pharmaceutiques² et les cache-bouches), l'achat des produits alimentaires (le riz), l'accès à l'éducation, la santé, et l'accès aux services financiers.

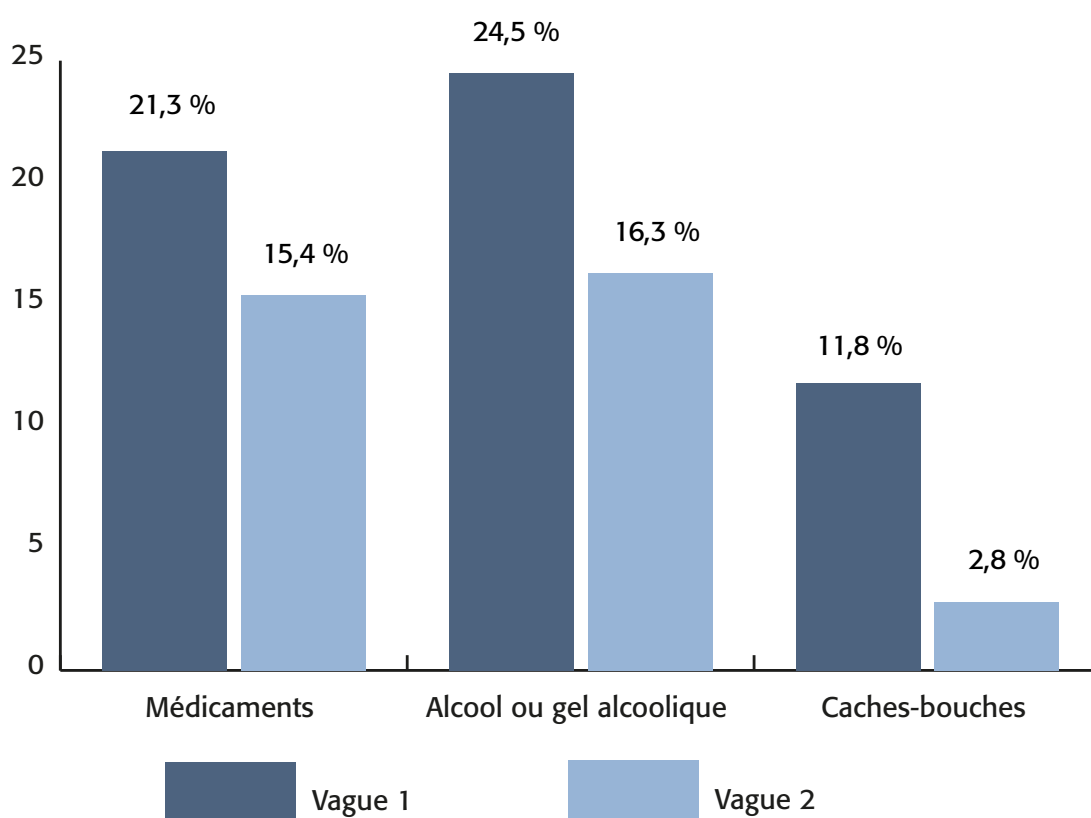
Un meilleur accès de la population aux produits pharmaceutiques comparé à celui de la vague 1

Environ moins de 17% des ménages ont eu des difficultés à se procurer des besoins essentiels à usage préventif comme les produits pharmaceutiques et les cache-bouches. Une situation qui s'est nettement améliorée comparée à celle de la vague 1 qui était moins de 25%

L'accès de la population aux produits pharmaceutiques s'est nettement amélioré entre les deux périodes. En effet, la proportion des ménages qui ont eu des difficultés à les acheter a diminué de 8 points entre la vague 1 et la vague actuelle. De façon spécifique, les résultats montrent que 15,4% des ménages sont confrontés à des problèmes d'acquisition des médicaments ; 16,3% ont eu des problèmes à se procurer des gels alcooliques, tandis que seulement 2,8% ont eu du mal à acheter des cache-bouches. Les raisons en sont multiples, mais celle qui est la plus évoquée par les ménages enquêtés est la faiblesse de leur pouvoir d'achat



GRAPHIQUE 17: PROPORTION DE MÉNAGES AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS À ACHETER LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET LES CACHE-BOUCHES DURANT LES DEUX VAGUES



2. Les produits pharmaceutiques regroupent les médicaments et les gels hydroalcooliques

La difficulté d'acquérir les gels hydroalcooliques est généralement due à la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages *alors qu'elle était surtout liée à la rupture de stock durant la vague 1.*

La faiblesse du pouvoir d'achat figure parmi l'une des principales raisons la plus évoquée par les ménages en ce qui concerne la difficulté à acquérir les gels hydroalcooliques. Les résultats montrent qu'environ 75% des ménages en sont concernés. Dans une situation en pleine épidémie de coronavirus, ces types de produits sont à privilégier pour faire barrage au virus. Les gels sont plus efficaces que le lavage des mains.

Accès aux produits alimentaires

Les produits alimentaires concernent essentiellement le riz, les fruits et légumes ainsi que les aliments à base de citrons, ailes, et gingembres

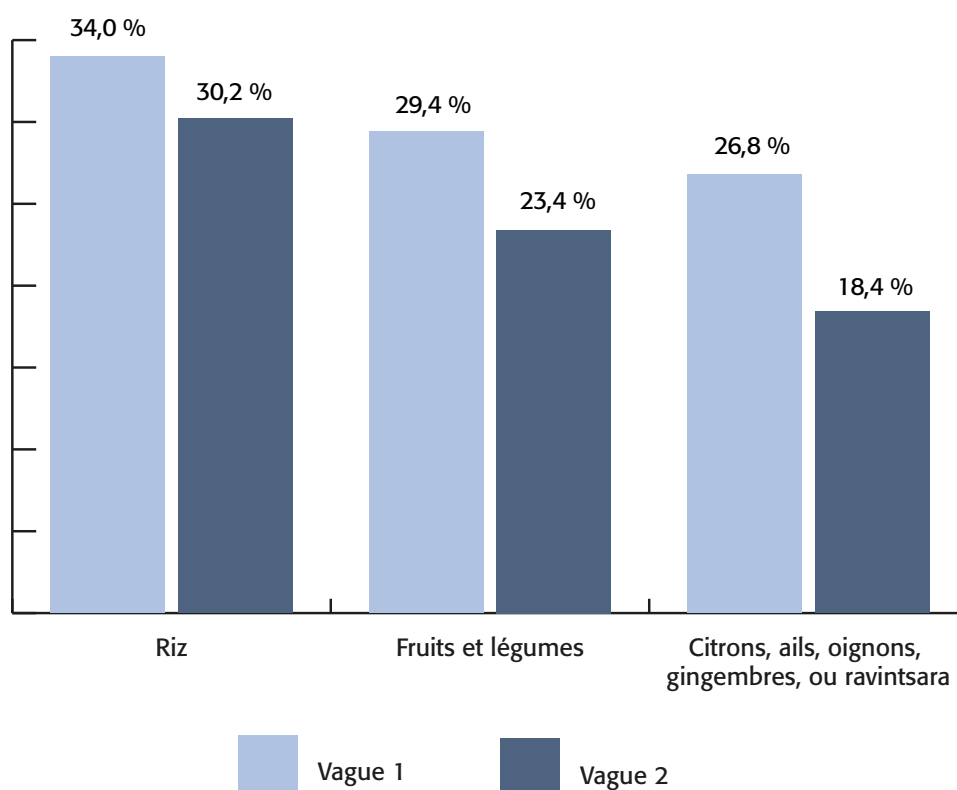
Près de 30% des ménages ont eu des difficultés à s'approvisionner en riz alors que ce taux était de 34% durant la vague précédente. La faiblesse du pouvoir d'achat en est toujours la principale raison.

Quel que soit le type de produit, l'accès des ménages aux produits alimentaires s'est amélioré entre les deux vagues. En effet, la proportion des ménages ayant des difficultés à acheter le riz est passée de 34% (vague 1) à 30,2% dans la vague actuelle ; de même pour les fruits et légumes elle est passée de 29,4% à 23,4%. Le même cas est également observé pour ceux qui ont eu des problèmes pour l'achat des citrons, ails et oignons où le taux a connu une baisse significative de 8,4 points.

Il faut noter, entre autres, que les mesures arrêtées par le gouvernement ont été, surtout, accompagnées des aides financières durant les moments difficiles.



GRAPHIQUE 18: POURCENTAGE DES MÉNAGES AYANT DES DIFFICULTÉS À ACHETER LES PRODUITS ALIMENTAIRES SELON LE TYPE DE PRODUIT, LES DEUX VAGUES.

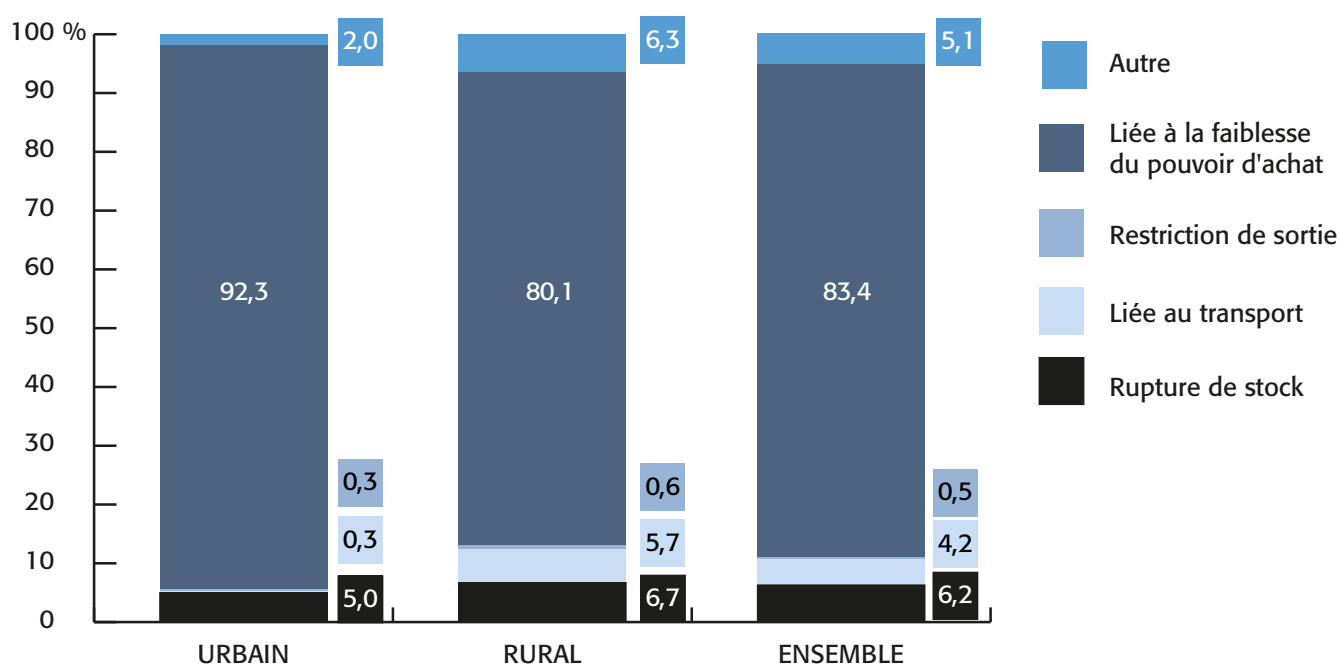




Bien que l'accès des ménages aux produits alimentaires se soit légèrement amélioré entre les deux périodes, notamment en ce qui concerne le riz, la faiblesse du pouvoir d'achat reste la principale raison qui empêche les ménages à s'en procurer (83,8%), avec une proportion relativement plus élevée en milieu urbain (92,3%) qu'en milieu rural (80,1%).



GRAPHIQUE 19: PRINCIPALES DIFFICULTÉS POUR ACHETER DU RIZ, SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE



Accès aux soins

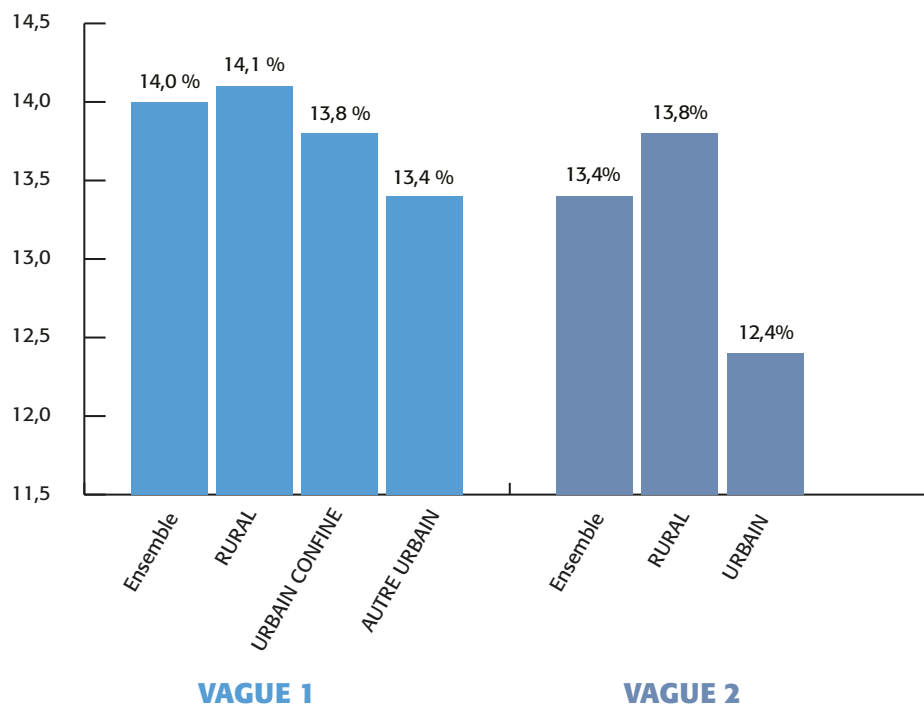
Face à l'évolution de la pandémie, le gouvernement doit garantir et promouvoir, dans la mesure du possible, l'accès aux soins de sa population surtout durant la période de confinement, bien qu'un appel commun à la population au respect strict des mesures arrêtées par le gouvernement ait été lancée, parmi lesquelles, la limitation des visites médicales au cabinet et à l'hôpital, ont permis de freiner en grande partie la propagation du virus de manière efficace.

Par rapport au résultat de la vague 1, la proportion des ménages ayant eu besoins des soins médicaux n'a pas statistiquement changé. Elle est passée de 14% dans la vague 1 à 13,4% durant la vague 2.

A l'instar de la vague 1, l'accès aux soins des ménages est relativement plus marqué en milieu rural qu'en milieu urbain, bien que les chiffres ne soient pas statistiquement significatifs.



GRAPHIQUE 20: PROPORTION DE MÉNAGES AYANT EU BESOIN DE SOINS MÉDICAUX AU COURS DE LA DERNIÈRE SEMAINE SELON LE MILIEU DE RÉSIDENCE (VAGUE 1 ET VAGUE 2).



Une baisse de l'apparition des symptômes liés à la pandémie est observée chez les ménages enquêtés durant les deux vagues d'interviews

L'apparition des symptômes comme la fièvre, la fatigue et le stress restent les principales raisons du besoin de soins médicaux des ménages qui concernent environ 31% des ménages enquêtés, alors que cette proportion était de 63,7% durant la vague 1. Ces symptômes touchent davantage les ménages urbains (33,8%) que les ménages ruraux (30%)

L'apparition des symptômes comme le rhume, la grippe et la toux touchent, en revanche, 26,9% des ménages et concernent aussi bien les zones urbaines que les zones rurales. Ce taux a connu une hausse relativement importante par rapport à la vague 1 qui était de 17,5%. Une situation qui pourrait s'expliquer par la fraîcheur survenue durant le mois de collecte. Par ailleurs, les maladies comme les maux de tête, les maux d'estomac ou les éventuels problèmes respiratoires ne concernent que 17,8%, 6% et 2,4% des ménages concernés.

Considérant le niveau de vie des ménages, l'apparition des symptômes varie d'une catégorie de ménages à une autre. Les résultats montrent que l'apparition de la fièvre, la fatigue ou le stress touche aussi bien les ménages « plus riches » que les ménages « plus pauvres » parmi lesquels presque la moitié sont touchés. En revanche, les ménages « riches » sont les plus sensibles aux rhumes, gripes et toux avec une proportion relativement supérieure à 57%.

Une baisse relativement importante des ménages ayant pu bénéficier d'un traitement médical par rapport à la vague 1

Près de 75% des ménages ont pu bénéficier d'un traitement médical suite à l'apparition des symptômes qui auraient pu avoir un lien avec la pandémie COVID, alors que la proportion était de 88,5% durant la vague 1.



Accès à l'éducation

En ce qui concerne l'éducation des enfants, à l'instar de la vague 1, **la révision à la maison à partir des anciens exercices et leçons** est l'une des stratégies que la plupart des ménages (44%) ont adoptées pendant que les écoles sont fermées ; alors que le taux était de 61% durant la vague 1

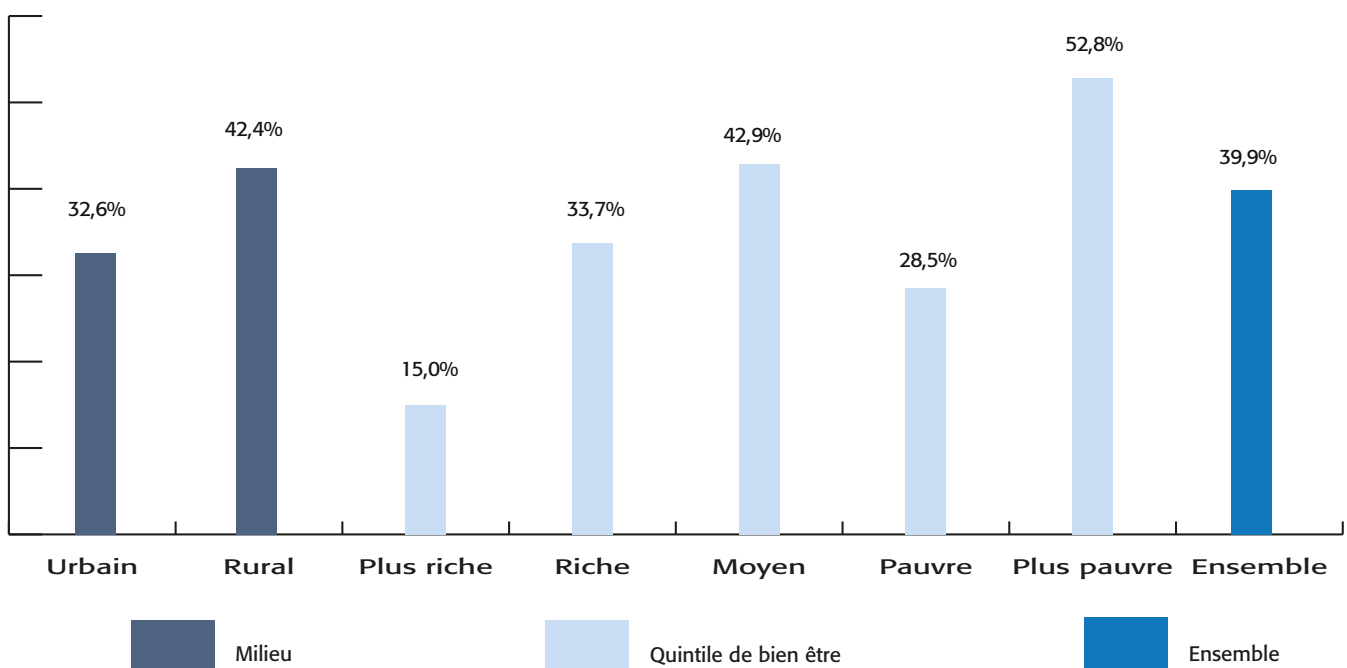
29,6% des ménages ayant des enfants scolarisés avant le confinement sont en contact en permanence avec les enseignants durant la période de confinement, et cela par le biais des entrevues face à face. Cette proportion était de 36,3% durant la vague 1.

Près de 9 ménages sur 10 privilégient les entrevues en face à face avec les enseignants lorsqu'ils sont en contact avec les enseignants, et cela tout en respectant les mesures de distanciation sociale. La proportion est relativement élevée en milieu urbain (92,4%) qu'en milieu rural (88,7%). Les appels téléphoniques ne concernent que 8,8% des ménages. En revanche, les contacts via *Facebook*, *WhatsApp* ne représentent qu'une proportion relativement faible (moins de 3%).

Par ailleurs, **ceux qui n'ont fait aucune activité de soutien pour l'éducation de leurs enfants** représentent 40% des ménages ayant des enfants scolarisés avant le confinement (24% durant la vague 1). Cette situation concerne davantage les ménages ruraux (42,4%) que les ménages urbains (32,6%)



GRAPHIQUE 21: PROPORTION DE MÉNAGES N'AYANT FAIT AUCUNE ACTIVITÉ ÉDUCATIVE DURANT LA FERMETURE DES ÉCOLES.



Accès aux services financiers

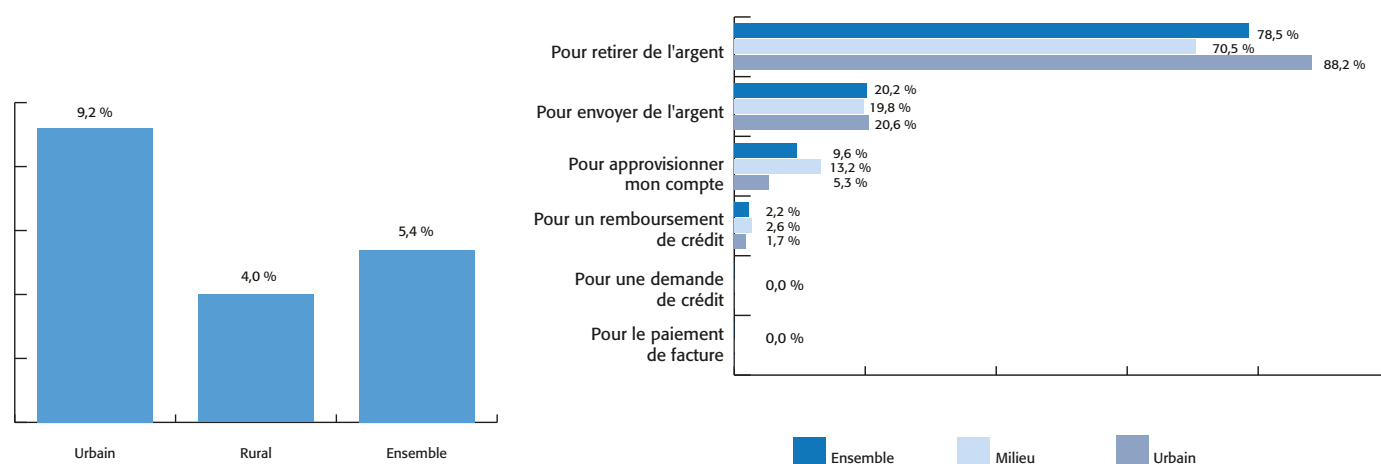
Près de 5,4% des ménages ont eu le besoin d'aller auprès d'un établissement financier au cours de la dernière semaine précédant l'enquête ; la principale opération consistait à retirer de l'argent. Cette proportion était de 8% durant la vague 1

Bien que les ménages soient soumis au confinement, certains ménages ont, en revanche, éprouvé certains besoins de se rendre auprès des établissements financiers pour effectuer des opérations bancaires. Ces besoins concernent 5,4% des ménages enquêtés, dont 9,2% en milieu urbain et 4,0% en milieu rural.

Par ailleurs, parmi ceux qui ont éprouvé ce besoin, tout comme dans la vague 1, la quasi-totalité d'entre eux ont pu accéder et réaliser effectivement les opérations qu'ils souhaitaient faire.



GRAPHIQUE 22: PROPORTION DE MÉNAGES AYANT EU BESOIN D'ALLER CHEZ LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET LES RAISONS DES OPÉRATIONS CHEZ LES MÉNAGES (%)



Accès à l'eau potable

Environ 10% des ménages sont concernés par l'insuffisance d'accès à l'eau potable durant la dernière semaine avant l'enquête. Une situation qui touche beaucoup plus les ménages urbains

En période de confinement, un ménage sur 10 déclare ne pas avoir suffisamment d'eau potable³ pour alimenter les besoins de son ménage au cours de la période de référence. Une situation qui préoccupe surtout les ménages urbains (11,3%) que les ménages ruraux (9,6%). Le fait d'être riche ou pauvre n'a aucune influence directe sur l'accès à l'eau potable. Toutefois, parmi ceux qui sont concernés par le problème d'accès à l'eau potable, la réduction de l'alimentation en eau en est la principale raison la plus évoquée et qui concerne 70% d'entre eux.

3 Au moins une fois au cours de la dernière semaine précédant l'enquête



Accès à l'électricité au sein des ménages

Que ce soit en période normale, ou en période de COVID-19 durant la dernière semaine avant l'enquête, la plupart des ménages enquêtés utilisent la même source principale d'éclairage à la maison

La plupart des ménages enquêtés utilisent l'électricité de la JIRAMA (27,6%), les kits solaires à usage domestique (20,3%) et les lampes à pétrole (18,2%) comme principale source d'éclairage à la maison. La proportion des ménages électrifiés JIRAMA est relativement plus importante en zone urbaine (62,3%) qu'en zone rurale (15,2%). A l'inverse, la possession des systèmes solaire domestiques est plutôt caractéristique des ménages ruraux (24,5%) que des ménages urbains (8,7%). Par ailleurs, les ménages utilisant l'électricité *minigrig* inférieure à 250kw n'y représentent qu'une part relativement faible et négligeable (moins de 1%)

Près de 90% des ménages enquêtés déclarent avoir eu le même niveau d'accès à l'électricité au moment de l'enquête par rapport à celui avant le confinement total

Perceptions subjectives du bien-être des ménages.

- Un quart des ménages sont optimistes et estiment que, dans les 12 prochains mois, leurs conditions de vie iront mieux qu'aujourd'hui. Par contre, près de 22% pensent qu'elles iront un peu moins bien qu'aujourd'hui.
- Près de 62% des ménages ne sont pas satisfaits de leur niveau de vie actuelle.
- La plupart des ménages (30%) se sont sentis « assez peu anxieux » le jour précédant l'interview. Cet état d'esprit touche beaucoup plus les pauvres (35,1%) que les riches (24%). De même, les ménages ruraux (31,9%) se sentent plus anxieux que les ménages urbains (23,5%).
- Près de 43% des ménages actuellement sont très préoccupés par les effets potentiels du coronavirus sur leur condition de vie. Un sentiment qui est plus partagé par les urbains (53,9%) que par les ruraux (38,8%)
- Environ 55% des ménages estiment avoir un niveau de vie « moyen » par rapport à celui de leurs voisins.
- Près de 60% des ménages estiment qu'ils pourraient bénéficier des aides du gouvernement

TABEAU 1. OPINION DES MÉNAGES SUR LE NIVEAU DE VIE PAR RAPPORT À LEUR VOISIN

UNITÉ : %

Que pensez-vous de la situation de votre ménage actuellement par rapport à votre voisin ?	Milieu de résidence		Ensemble
	Urbain	Rural	
Plus pauvres	6,1	5,1	5,4
Pauvres	34,4	38,3	37,3
Moyens	57,2	53,9	54,8
Riches	2,2	2,5	2,4
Plus riches	0,2	0,2	0,2
Total	100,0	100,0	100,0

TABLEAU 2. OPINION DES MÉNAGES SUR LES AIDES QU'ILS POURRAIENT BÉNÉFICIER DU GOUVERNEMENT

Unité : %

Selon vous, votre ménage pourrait-il bénéficier des aides gouvernementales ?	Milieu de résidence		Quintile de bien-être					Ensemble
	Urbain	Rural	Plus riche	Riche	Moyen	Pauvre	Plus pauvres	
Oui	66,0	57,1	49,8	54,2	60,6	53,4	66,8	59,5
Non	17,1	24,4	35,2	24,1	24,6	26,6	15,3	22,5
Ne Sait Pas	16,9	18,5	15,0	21,8	14,8	19,9	17,9	18,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

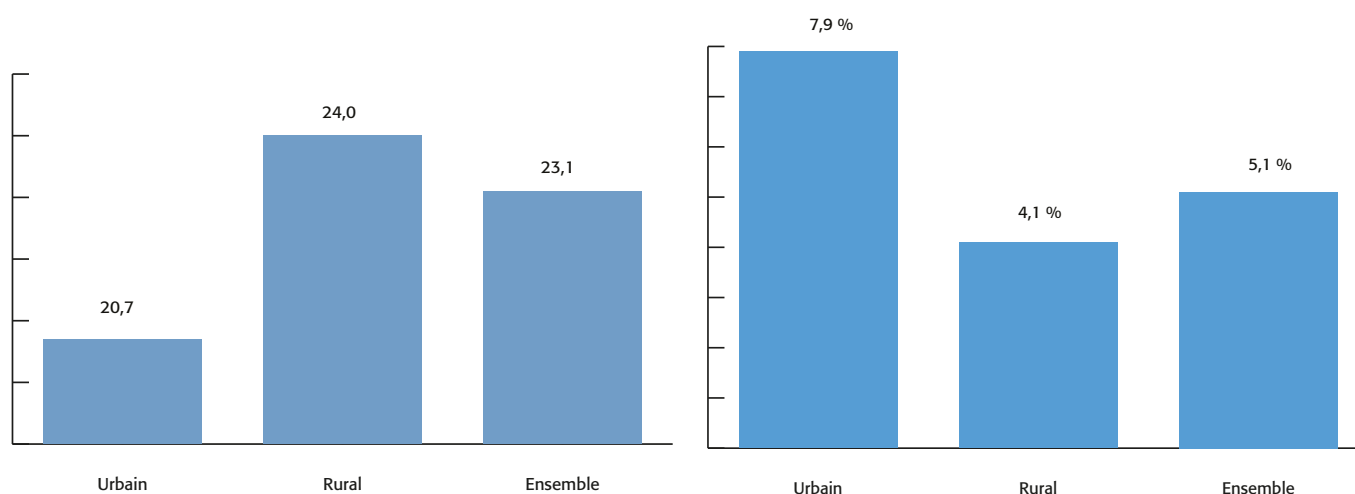
V. LA PANDÉMIE COVID ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

L'état de la sécurité alimentaire des ménages face à l'évolution de la pandémie COVID peut varier d'un mois à un autre. Dans certaines régions du pays, elle se propage à un rythme rapide. A l'instar de la première vague de l'enquête, l'approche FIES a été adoptée pour mesurer et suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire des ménages. A rappeler que dans la vague « 1 », les ménages en situation de sécurité alimentaire représentaient 26% dans l'ensemble, tandis que ceux qui sont sévèrement touchés par la faim n'étaient qu'environ 5%. Dans le contexte actuel, les résultats montrent une légère baisse de 3 points du pourcentage des ménages en situation de sécurité alimentaire. En effet, le taux est passé de 26% (vague 1) à 23,1% dans la vague 2. En revanche, le pourcentage de ceux qui sont gravement touchés par la faim (5%) n'a pas significativement changé par rapport à la vague 1.

Face à l'évolution de la pandémie, les résultats ont montré qu'environ 23,1% des ménages se trouvent **en situation de sécurité alimentaire**⁴. Elle touche beaucoup plus les ruraux (24%) que les urbains (20,7%). Ceux qui **sont gravement touchés par la faim**⁵ en raison du manque d'argent ou d'autres ressources représentent 5,1% des ménages. La proportion est relativement élevée en milieu urbain (7,9%) qu'en milieu rural (4,1%).

4. Un ménage, n'ayant vécu aucune situation de faim parmi les huit questions énumérées au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête est supposé être en situation de sécurité alimentaire pendant l'enquête

5. Des ménages qui ont vécu au moins une journée entière sans manger durant les 30 derniers jours de l'enquête


GRAPHIQUE 23: SITUATION DES MÉNAGES VIS-À-VIS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (%)


Par ailleurs, « *la crainte de ne pas avoir assez de nourriture pour son ménage* » reste la pire situation que la plupart des ménages ont vécue durant les 30 derniers jours de l'enquête. Ils représentent environ 66% des ménages enquêtés

Faute d'argent ou d'autres ressources qui pourraient avoir un lien avec l'évolution de la pandémie COVID :

- 65,7% des ménages déclarent avoir vécu au moins une crainte de ne pas avoir assez de nourriture pour alimenter son ménage. Cette proportion a connu une légère augmentation par rapport à la vague 1 qui était de 62,8%
- Ceux qui avaient mangé moins qu'il n'aurait fallu touchent environ 58,2% des ménages enquêtés, alors que le taux était de 54,4% dans la vague 1
- Ceux qui mangeaient toujours la même chose représentent 51,9% des ménages enquêtés ; alors qu'il était de 53,4% durant la vague 1
- Ceux qui avaient faim mais n'ont pas mangé touchent 33,5% des ménages, tandis que la proportion concernait 26,8% dans la vague 1

VI. CHOCS SUBIS ET MÉCANISMES AMORTISSEURS

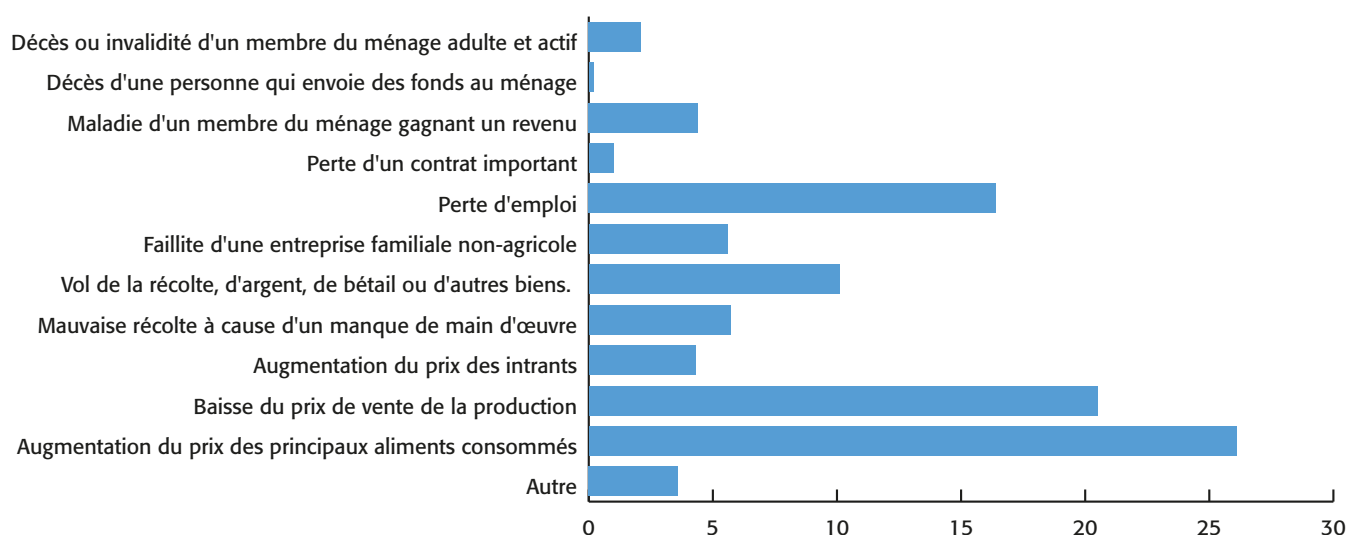
Les mesures de confinement décrétées par les autorités pendant la propagation du coronavirus s'estompent progressivement, combinées avec les mesures d'atténuation prises. Malgré cela, les ménages doivent toujours affronter des difficultés d'ordre social et économique.

L'augmentation du prix des principaux produits alimentaires et une baisse du prix de vente de la production entraîne une baisse du pouvoir d'achat chez certains ménages. La baisse des revenus est souvent liée à la perte d'emploi pour un membre actif dans le contexte de la pandémie.

Deux ménages sur cinq ont affirmé avoir subi des chocs durant cette crise : d'ordre social et, surtout économique.



GRAPHIQUE 24: PRINCIPAUX TYPES DE CHOCS DÉCLARÉS PAR LES MÉNAGES (%)



La pandémie n'est pas propice aux initiatives individuelles pour permettre aux ménages de s'en sortir. On enregistre un nombre non négligeable d'arrêts d'activité pour les entreprises individuelles non-agricoles. L'environnement économique est morose. Peu ou pas de débouchés, beaucoup sont confrontés à des annulations de contrats importants pour leur survie.

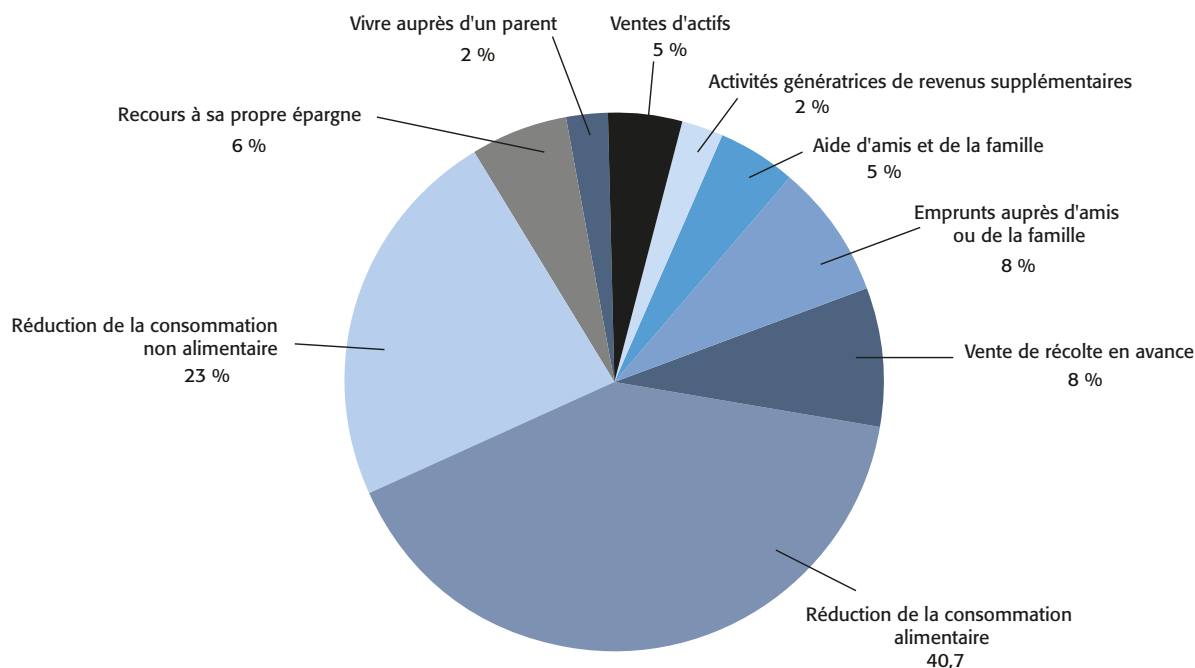
Mécanismes amortisseurs adoptés par les ménages

Compte tenu du contexte de la pandémie, les ménages ne disposent pas de beaucoup de choix dans leur stratégie de survie. En effet, trois-quarts des ménages n'ont pas pu réagir de façon adéquate face aux divers événements et déclarent n'avoir pris de mesures spécifiques.

Les mesures les plus couramment adoptées sont la réduction de la consommation alimentaire et non alimentaire. Ce sont également les plus douloureuses et qui augmentent la précarité des ménages. Alternativement, les emprunts auprès d'amis ou de la famille, le recours à leur propre épargne reste pour ceux qui en ont les moyens.



GRAPHIQUE 25: PRINCIPALES MESURES ADOPTÉES PAR LES MÉNAGES



Aides

Des actions ont été entreprises au niveau de la communauté afin d'atténuer les chocs dues à la pandémie. La grande majorité des aides se font sous forme de transferts effectués par l'Etat. A côté, divers organismes ou associations sont également impliqués. On peut citer également les entraides entre ménages dans les communautés, mais elles restent marginales.

Les actions menées par le gouvernement consistent principalement en des aides directes pour les ménages. Le « *Tosika Fameno* » est du cash d'un montant de 200 000 ariary, accordée aux ménages sélectionnés selon des critères de vulnérabilité. Le « *Vatsy Tsinjo* » est en nature : du riz, de l'huile et d'autres produits essentiels pour tous les ménages résidents de la capitale.

TABLEAU 3. RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LE TYPE DE DONATEUR DES AIDES REÇUES

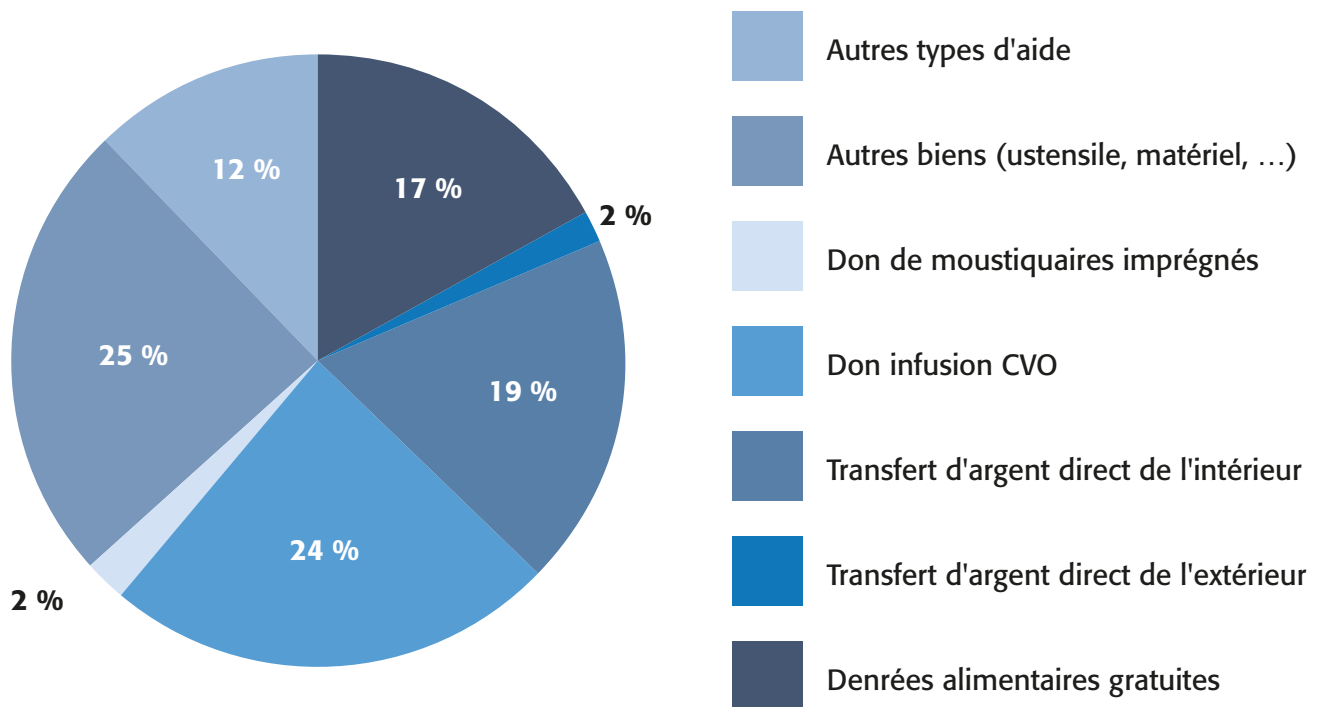
Type de donateur	%
Gouvernement / CCO	84,1
Organisme international	2,1
ONG / association	9,7
Secteur privé	2,2
Autres ménages	1,8
Autres	0,1
Total	100,0



Les types d'aides les plus distribuées sont : les dons d'infusion CVO, des transferts directs d'argent et des denrées alimentaires, en grande majorité effectués par l'Etat.



GRAPHIQUE 26: RÉPARTITION DES MÉNAGES SELON LE TYPE D'AIDE REÇUE





VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.

Actuellement, on constate que, globalement, le nombre de nouvelles contaminations décroît. Le gouvernement a décidé un allègement progressif des mesures de confinement et veut éviter un relâchement dans les mesures prises. Du côté de la population, les gestes barrières sont toujours respectés. Les mesures de confinement, plus ou moins efficaces et respectées. En effet, les restrictions dans les déplacements sont parfois incompatibles avec l'exercice des activités de survie.

La proportion de ménages non satisfaits par les mesures prises par le gouvernement a augmenté de 15%. Les préoccupations des ménages portent sur quelques points principaux. La limitation de leurs droits et libertés fait suite aux restrictions imposées. Une répartition plus équitable des aides à travers les différentes régions et au sein même d'une même communauté est demandée. Un meilleur ciblage pourrait aboutir en sorte que ces aides profitent davantage aux plus nécessiteux. La pérennisation de l'appui aux couches les plus vulnérables de la population passera par l'établissement de la liste des ménages éligibles aux aides sociales, ceci au niveau des collectivités locales. De plus, le gouvernement devrait communiquer davantage sur l'utilisation des fonds destinés au COVID-19.

Concernant la reprise des activités économiques et donc un retour à l'emploi, un sentiment d'incertitude subsiste chez les travailleurs ayant perdu leur emploi. Plus du tiers ne sont pas totalement sûrs de reprendre leur poste dans un futur proche.

Ainsi, le défi réel pour Madagascar est d'assurer la reprise économique par la fin du confinement. Pour le secteur du tourisme en particulier, le chiffre d'affaires a chuté de 83%. Ce secteur, important pourvoyeur de devises devra profiter de la réouverture des frontières. Les employés des industries des loisirs, des arts et des spectacles sont les plus touchés par les pertes d'emploi par la pandémie du Covid-19.

On enregistre une diminution du taux de perte d'emplois, passant de 13% à 6% pour les emplois du secteur formel. Le secteur formel reste le plus exposé face à la crise sanitaire qui frappe la Grande Île. Par contre, quatre emplois sur cent ont été perdus à cause du coronavirus pour la période traitée.

Afin de concrétiser la reprise économique, l'Etat a initié les facilitations de l'accès au financement pour les entreprises, l'appui à la recherche des débouchés. Le transport des travailleurs et la reprise progressive des déplacements entre les régions permettront de retrouver un rythme normal des activités.



ANNEXE : CONSTRUCTION DU QUINTILE DE NIVEAU DE VIE

L'indice de niveau de vie est une mesure composite du niveau de vie d'un ménage. Il est calculé à l'aide de données observables sur la possession par un ménage de certains actifs tels que les matériaux utilisés pour la construction de logements. Il est une alternative pour mesurer le bien être des ménages consistant à utiliser des données sur les caractéristiques du logement et à combiner ces informations à l'aide de l'analyse factorielle. Les données sur le type de logement des ménages donnent une indication de la situation économique à long terme d'un ménage et dépend moins des changements économiques à court terme que d'autres mesures de la pauvreté. L'indice mesure le niveau de vie relatif des ménages et lorsque nous nous référons à la condition de vie des ménages sur la base de l'indice de niveau de vie nous pouvons parler de ménages pauvres et de ménages riches. Les quintiles de l'indice de niveau de vie divisent l'ensemble de la population en cinq groupes homogènes en fonction de leur rang de bien-être sur le premier axe factoriel (c'est-à-dire les plus pauvres, les pauvres, les intermédiaires, les riches et les plus riches).

Les variables servant à la construction de l'indice de niveau de vie sont les suivantes :

1. Les caractéristiques du logement des ménages

- Matériau du sol : Sol nu/Terre/Sable, Tige/Feuille, Natte, Planche, Parquet, Ciment, Vinyle, Autre.
- Matériau du mur : Parpaing, Brique, Terre battue, Tige, Tôle, Planche, Bozaka, Matériau de récupération, Autre.
- Matériau du toit : Tuile, Tôle, Ciment, Bozaka, Tige, Matériau de récupération, Autre.

2. La principale source d'approvisionnement en eau des ménages

- Eau courante à domicile
- Robinet individuel dans la cour
- Robinet commun dans la cour
- Pompe publique
- Forage
- Puits à pompe motrice humaine
- Puits protégés
- Puits non protégés
- Eau de source non protégée
- Eau de source protégée
- Eau de surface
- Eau de pluie
- Camion-citerne
- Vendeur d'eau



- Eau en bouteille
 - Autre
3. La principale source d'éclairage des ménages
- Electricité JIRAMA
 - Electricité mini-réseau
 - Système solaire domestique
 - Lanterne solaire
 - Générateur électrique
 - Batterie rechargeable
 - Torche
 - Bougie
 - Lampe à pétrole
 - Autre
4. Le type de latrine des ménages
- Dans la nature
 - Toilettes publiques
 - Latrine avec chaise
 - Latrine sans chaise
 - Toilette avec plateforme à béton
 - Toilette avec plateforme en bois
 - Fosse perdue
 - Autre
5. La disponibilité ou non d'une connexion internet dans le ménage

La technique d'analyse factorielle choisie pour cette étude est celle de l'Analyse des Correspondances Multiples étant donné que les variables collectées sont catégorielles. Le principal critère généralement utilisé pour retenir les variables finales à la construction de l'indice de niveau de vie est celui relatif à la COPA ou la Consistance Ordinale sur le Premier Axe factoriel qui décrit nettement une situation de bien-être. Les variables qui ont cette propriété COPA obéissent à la règle selon laquelle le bien-être se détériore en passant d'une situation de bien-être à une situation de pauvreté tout au long du premier axe factoriel.

ANNEXE : EQUIPE DE RÉALISATION

Nom	FONCTION
Coordination générale	
ROMALAHY Isaora Zefania	Directeur Général, INSTAT
Coordination technique	
RAKOTONDRADANY Iary Michael	Directeur des Statistiques des Conditions de Vie des Ménages, INSTAT
Equipe technique	
RASOLONJATOVO Andriamahery Ferdinand	Chef de Service des Statistiques du Patrimoine et des Conditions de Vie, INSTAT
RAMAROSOLOFO Haritiana Jhonson	Chef de Service des Statistiques des Prix à la Consommation, INSTAT
RANDRIAMIHAJA Niry Liva	Chef de Service des Statistiques des Revenus et de l'Emploi, INSTAT
Equipe informatique	
RAKOTOVAO Andry Lala	Informaticien
Assistance technique	
MOUSSAVOU Noël	Consultant International
RAJEMISON Harivelo	Consultant National
Responsable communication	
RAVOAHANGILALAO Christian Jean Francis	Chef de Service Marketing et Relations Extérieures
Infographiste	
RAVELOMANANTSOA-RATSIMIHAH Grace	Assistante en Communication